



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 21 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Discrimination et racisme au Luxembourg
Préparation à une deuxième vague de Covid-19
Personnel des secteurs santé et socio-éducatif

p. 737
p. 762
p. 768

Sommaire des séances publiques n°s 49 à 51
Sommaire des questions parlementaires

p. 779
p. Q437

49^e séance
50^e séance
51^e séance

Mercredi 1^{er} juillet 2020
Jeudi 2 juillet 2020
Mardi 7 juillet 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Vœux de Nouvel An à la Chambre



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (à droite), et le Secrétaire général, M. Laurent Scheeck, présentent leurs vœux de Nouvel An dans un message commun diffusé en ligne.



L'interview donnée par M. le Président pour le Nouvel An est retransmise sur Chamber TV et peut être consultée sur www.chd.lu.

Il est évident que les traditionnelles prises de parole du Nouvel An du Président de la Chambre des Députés étaient différentes des autres années, dans la mesure où la crise sanitaire de la Covid-19 a aussi bien marqué la forme que le contenu des messages de début d'année.

Ainsi, la crise sanitaire a dominé l'interview sur Chamber TV. Le Président, M. Fernand Etgen s'est félicité de la collaboration avec le Gouvernement et il a salué que tous les députés aient pu participer aux débats. Il a encore précisé que les verbatim des réunions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel et Mme la Ministre Paulette Lenert avec les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents sont destinés à être publiés.

Qu'en est-il de l'ouverture des commissions parlementaires au public ?

En ce qui concerne la publicité des réunions parlementaires, M. Fernand Etgen a tracé di-

verses voies en discussion : les réunions de commissions pourraient continuer à rester non publiques, elles pourraient être ouvertes au public avec possibilité de limiter cette ouverture ou encore les décisions de les ouvrir pour certains volets seraient prises au cas par cas.

Il reviendrait à la Commission du Règlement de la Chambre des Députés de se prononcer sur la voie à suivre.

Réforme fiscale et Brexit

La réforme fiscale a pris du retard à cause de la crise sanitaire.

Le Président de la Chambre des Députés estime qu'une simplification des procédures devrait être possible sous peu tout en soulignant que les priorités du moment relèvent plutôt de la gestion de la crise sanitaire.

« Il faut regretter qu'un pays ait quitté l'Union européenne », c'est ainsi que M. le Président s'est exprimé par rapport au Brexit tout

en saluant qu'un accord ait pu être trouvé et que les pays de l'Union européenne aient su se montrer unis lors des négociations avec la Grande-Bretagne.

Message au personnel de la Chambre, aux organes politiques et aux médias

La réception de Nouvel An ne pouvait pas avoir lieu en présence du personnel de l'Administration parlementaire, de la presse et des organes politiques.

Vu les règles sanitaires, elle a été substituée par un message commun de Nouvel An du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck.

Le Président a souligné l'efficacité du travail parlementaire et a mentionné les échanges qui ont eu lieu pour mettre en place les textes législatifs dans le contexte de la lutte contre le coronavirus.

« Le modèle luxembourgeois se base sur l'écoute réciproque. Pendant la crise sanitaire, cet aspect n'a pas été oublié. »

Bien que 2020 fût marqué par la crise sanitaire, d'autres événements sont à relever, selon M. Fernand Etgen.

Ainsi, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) a été rattaché à la Chambre des Députés.

La collaboration avec des organes tels que le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), la Chaire parlementaire Uni.lu et le Parlement des Jeunes a bien fonctionné.

Pour l'année 2021, la Chambre des Députés s'est mis sur l'agenda des travaux d'une importance primordiale comme par exemple la réforme du règlement de la Chambre, la révision de la Constitution luxembourgeoise et l'analyse des recommandations formulées par le GRECO (Groupe d'États contre la corruption).

Un nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Le nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) a été désigné par vote secret au cours de la séance plénière du 9 décembre 2020. 45 députés ont voté en faveur de M. Charel Schmit, ancien président de Caritas accueil et solidarité et président honoraire de l'Association nationale des communautés éducatives et sociales (ANCES).

« Viser un triple A pour le respect des droits des enfants »

Depuis février 2020, le pédagogue-enseignant est détaché auprès du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le volet des droits de l'enfant a fait partie des tâches accomplies par M. Charel Schmit dans le passé et le fera à l'avenir. « Ce qui m'a motivé, ce sont les cas individuels des enfants et des jeunes que j'ai rencontrés au fil des années et qui ont vécu une situation précaire. Et je ne pouvais les aider que de manière limitée. Maintenant, j'ai la possibilité de m'engager davantage ! »

L'attention attribuée au respect des droits des enfants devrait être une priorité absolue. « Il faut viser un triple A dans ce domaine. On

ne l'a pas encore, mais cela ne signifie pas qu'on ne peut pas l'atteindre dans cinq à huit ans », a expliqué M. Schmit qui succède à M. René Schlechter parti à la retraite.

L'OKaju à l'écoute des enfants

Dans une première réaction, le pédagogue de 48 ans a voulu transmettre un message fort aux enfants et aux jeunes : « Vous êtes importants et vous n'êtes pas seuls. L'OKaju est à votre écoute. » Le nouvel Ombudsman a également souligné la nécessité d'écouter et de soutenir les jeunes notamment dans ces temps difficiles dus à la crise sanitaire. Le bien-être des enfants et des jeunes devrait faire l'objet des discussions dans le contexte de la pandémie du coronavirus. Une autre priorité est la réforme de la protection de la jeunesse qui est primordiale pour les droits de l'enfant au Grand-Duché.

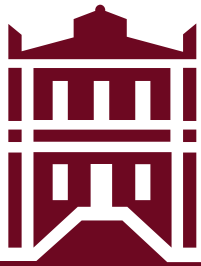
Que le résultat du scrutin à la Chambre des Députés ait été clair dès le premier tour est un bon signe pour la future collaboration entre l'OKaju et la Chambre des Députés, selon M. Charel Schmit. Depuis avril 2020, l'institution est rattachée au Parlement.



M. Charel Schmit, nouvel Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju)

Dans le futur, le nouvel Ombudsman veut mettre l'accent sur la promotion des droits de l'enfant. La création de quatre nouveaux postes est prévue et devrait aider à rendre le travail de sensibilisation encore plus visible. En outre, les

missions pourront se développer à l'avenir, par exemple par l'émission d'avis sur des projets de loi qui ne concernent pas à première vue les enfants, mais qui auront par leur application un impact sur les droits des enfants.



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg

- Exposés : M. Paul Galles (dépôt d'une demande d'interpellation) - M. Sven Clement

- Débat : M. Max Hahn (dépôt de la résolution 1 et de la motion 1) - M. Yves Cruchten - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Charles Margue) - M. David Wagner - M. Sven Clement (dépôt de la résolution 2 et de la motion 2)

- Prises de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. David Wagner et Mme la Ministre Sam Tanson) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)

- Motions : M. Yves Cruchten

- Motion 1 : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. David Wagner

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motion 2 : M. David Wagner - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Paul Galles - M. Max Hahn

- Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)

- Résolution 1 : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Baum) - M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen) - M. Paul Galles - M. Sven Clement (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Max Hahn

- Vote sur la résolution 1 (adoptée)

- Résolution 2 : M. Sven Clement

- Vote (renvoi de la résolution 2 en commission)

3. 7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7567 - Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. Question élargie n° 43 de M. Laurent Mosar relative aux négociations post-Brexit

- M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna

6. Question élargie n° 47 de M. Laurent Mosar relative à la zone franche opérée au Luxembourg

- M. Laurent Mosar - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Pierre Gramegna

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région.**- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet du racisme

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation de discrimination et de racisme au Luxembourg

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Chamber féiert haut de Mëtteg zwou Aktualitéitsstonden iwwert de Rassismus zu Lëtzebuerg, déi vun der politescher Sensibilitéit Piraten a vun der CSV-Fraktioun ugefrot goufen. D'Riedezäit ass nom Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Charles Margue, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun.

Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé relatif à l'heure d'actualité du groupe politique CSV

► **M. Paul Galles (CSV).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe Merci fir d'Geleeënheet, fir dëst wichtegt Thema vu Rassismus an Diskriminatioun zu Lëtzebuerg mat dëser Heure d'actualité op den Ordre du jour vun der Chamber setzen ze kënnen. Ee ganz wichtegt Thema weltwäit. Ee ganz wichtegt Thema och mëtten an eiser Gesellschaft an dofir och e ganz wichtegt Thema fir eis hei haut den Nomëtteg heibannen.

Dofir sinn ech frou, dass mir als CSV parallel zu de Kolleeg vun de Piraten d'Dier souzesoen opmaachen, fir dësem Thema hei zu Lëtzebuerg eng parlamentaresch Gestalt ze ginn. An ech ka mer virstellen, dass nach villes méi spéit nokënn. Ech si frou, och an de Couloiren aus deenen anere Fraktiounen ze héieren, wéi wichteg hinnen dëst Thema ass an dass mer

eis zesumme wëllen elo domat ausenanersetzen.

Et ass mer och bewosst, dass eng Heure d'actualité e Format ass, wat bäi Wäitem der Envergure vum Thema net gerecht gëtt. Mee si soll awer d'Aktualitéit an d'Dränglechkeet vum Thema däitlech maachen an en Debat lancéieren.

Well Rassismus, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng vu ville méigleche Forme vun Diskriminatioun, an zwar eng vun deenen allerperfidesten, wéi mer dat och virun Ae gefouert kruten. Diskriminéierung bedeit, een anere Mënsch wëlle klengzemaachen, sech iwwerhiefléich ze verhalen an een aneren ze erniddregen. Mee vun engem Grondprinzip musse mer alleguerten ëmmer an iwwerall ausgoen: Kee wëllt rassistesch verurteelt ginn!

D'Perfidie vum verurteelende Rassismus, egal ob e strukturell oder individuell ass, läit op d'mannst schonn an zwou Saachen. Dat Éischt ass, e gouf an e gëtt ëmmer gebraucht, fir aner Ziler ze errechen: politescher, wirtschaftlecher, kolonialistescher. Et ass e Mëssbrauch vun enger Situatioun, fir e Mënsch méi kleng ze maachen, fir seng eegen Ziler ze errechen.

An déi zweet perfid Saach ass, dass de Rassismus sech op dat Konzept vu „Rass“ baséiert, dat biologesch-wëssenschaftlech guer net ze halen ass. Wann et eng Rass gëtt, da gëtt et just eng gemeinsam mënschlech Rass vun eis alleguerten oder, wéi se beim CLAE soen, „la commune humanité“. Rasse ginn éischer zu sozialen, psychosoziale Phenomeener gemach: Well déi an déi Persoun mat där an där Hautfaarf mat deem an deem Background deen an deen Job mécht, well se ënnert deenen an deene schwierige soziale Bedéngunge lieue muss, kënn et zu Verallgemengerungen, Virurteeler, sproochlecher Gewalt a ganz konkretem, perfidem Rassismus.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad zu Lëtzebuerg musse mer eis mat deem Thema a mat senger Realitéit éierlech befaassen. Woufir grad zu Lëtzebuerg?

Mir sinn nämlech e Land, deem den Defi vum Zesummeliewe vu ville Mënsche mat ganz ënnerschiddleche Geschichte besonnesch gestallt ass. A mir hunn en enormt Potenzial vum friddlechen Zesummeliewen, well mer schonn eng méi laang Geschicht vun Immigratioun, vu Begéinung, vu gemeinsamer Integratioun a vun Interkulturalitéit hunn.

Mir hu scho munnech Lektouren geléiert am Laf vun all deene Joren a Joerzénkten. Mee zugläich kann d'Begéinung mat ville Mënschen

aus villen anere kulturelle Backgrounds Angscht maachen ëm dat Eegent. A grad bei eis, fannen ech, musse mer ganz, ganz opmierksam sinn, wou déi subtil Alltagsdiskriminatiounen stattfannen, wou Parallelgesellschaften kéinten entstoen, wou eist Zesummeliewen net gräift, mee zu Ofleenuge féiert. An dat kann an déi zwou Richtungen ëmmer goen.

An deem Sënn erlazen ech mer, Här President, lech hei eng Demande d'interpellation eranzeerechen zum Thema Integratioun, Integratiounspolitik a Cohésion sociale zu Lëtzebuerg, well meng vill Virgespécher mat Leit an Organisatiounen hu mer gewisen, dass d'Thema Integratioun, wat méi déif läit wéi d'Thema Diskriminatiounen, zu Lëtzebuerg eng verdéiften Diskussioun brauch.

(**M. Paul Galles dépose une demande d'interpellation.**)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. Paul Galles (CSV).**- An ech erlaze mer, lech ze suggeréieren, dass se eréischt sollt an deene leschte Méint vum Joer drukommen, well dat Thema Rassismus elo déi néideg Plaz verdéngt an een da vläicht heimat kéint enchainéieren.

Ech sinn och der Meenung, dass eis sech vergréisserend Ongläichheeten d'Gefor mat sech bréngen, dass d'Diskriminatiounen zu Lëtzebuerg zouhuelen. Et schwätzt ee méi séier vun „deenen do uewen“, déi Sue verdénge wéi Sand um Mier, an „deenen do ënnen“, déi dach „endlech emol eng Kéier solle schaffe goen“. Ech sinn der Meenung, dass mer an nächster Zäit immens gutt mussen oppassen, well d'Spannungen zu Lëtzebuerg kéinten zouhuelen, besonnesch ënnert dem Androck vun enger Kris.

Et geet net drëms, ze iwwerdreiwlen a carrement alles schlechtzerieden, mee et geet drëms, ee klären, realistesch, realitéitsgetreie Bléck ze behalen. Ech behaupten ëmmer: Eigentlech ass et zweetrangeg, ob d'Majoritéit vun de Leit zu Lëtzebuerg mengt, dass et e Problem mat Rassismus gëtt, jo oder neen. Entscheedend ass et, op déi Mënschen ze lauschteren, déi Rassismus konkret erliewen, perséinlech oder als Zeien, an déi och dorënner leiden.

Zesummegefaasst: Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg keng rassistesch Gesellschaft ass. Mee ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass et ganz bedenklech rassistesch Phenomeener gëtt, struktureller an individueller. An dofir ass et richteg a wichteg, fir „Black Lives Matter“ ze demonstréieren a sech net fir erliefte Rassismus mussen ze entschëllegen, wéi

e ganz gudden Artikel virun e puer Wochen et opgeschafft huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesäit et dann elo hei konkret zu Lëtzebuerg aus?

2015 huet de Centre pour l'égalité de traitement (CET) eng Émfro - ech betounen: eng Émfro, net eng Etüd - verëffentlecht, déi se „Observatoire des discriminations“ genannt hunn an déi ënner anerem gewisen huet, dass Diskriminatioun opgrond vu Rass oder Ethnie déi stäerkste Form vun Diskriminatioun ass an dass se an den Ae vun de Befrote weider staark zougeholl huet an deene leschte Joren. Dës Émfro soll iwwregens an dësem Hierscht widderholl ginn.

Déi meescht Fäll vu Rassismus ginn an de Beräicher Wunnengssich, Aarbechtsmaart an Education erlieft, wéi de CEFIS (ndlr: Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales) a sengen Etüde betount. Si hunn iwwregens och eng ganz interessant exemplaresch Etüd zu der Situatioun a Benodeelung vun de Kapverdianner zu Lëtzebuerg gemach.

An der Education, esou héiert ee bei ville Leit, mierkt een de Problem besonnesch beim Punkt Orientéierung an de Classique, de Général oder soss emol den Technique, oder an de Préparatoire, soss emol Modulaire. An dat verstärkt erëm eng Kéier déi sozial Ongläichheeten an An hannen um Enn si mer an engem Däiwelskrees. Logement, Aarbechtsmaart, Schoul, dat nennt een iwwregens net individuellen Alltagsrassismus, mee strukturellen, systeemesche Rassismus.

D'European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) huet 2018 mat hirer Etüd „Being Black in the EU“ fir allgemeng Konsternatioun gesuert, och hei zu Lëtzebuerg. Bei der empfongter rassistesch motivéierter Belästegung vu Mënschen afrikanescher Ofstamung läit Lëtzebuerg mat 52 % - 52 % ! - op där zweetschlämmster Plaz vun deenen zwielef Länner, déi matgemaach hunn.

Bei der Diskriminatioun opgrond vun ethnescher Hierkonft oder Migratiounshannergrond si mer bäi Wäitem déi Schlämmst, souwuel am leschte Joer wéi och iwwert déi lescht fënnf Joer gekuckt. 14 % vun hinne sinn extreem aarm opgrond vum Logement am Verglach zu 2 % vun der Gesamtbevëlkerung. A wann een

dat zesumme kuckt, da muss ee soen, do gëtt et tatsächlech e Problem. A bei der legendärer Konferenz „Being Black in Luxembourg“ goufen dës Zuelen duerch erschreckend Temoignagë mat Liewe geféllt. An da sinn déi eng iwwerrascht, dass esou eppes hannert dem schöne Riddo vum Nation branding iwwerhaupt ka stattfannen, an déi aner ootmen op, well endlech driwwer geschwat gëtt, endlech een de Courage huet, et ze soen, an déi Betroffene d'Chance gesinn, dass eppes fir si geschitt.

An elo?

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, et wär zum Beispill eng Iddi, déi Fuenderung vun den 21 Organisationsen betreffend de CET opzepräifen, déi se an engem Bréif souwuel un lech, Här President, wéi och un de Premierminister gerichtet hunn, woubäi si hirersäits déi lännerspezifesch Recommendatiounen vun der ECRI, der European Commission against Racism and Intolerance opgräifen. Hinne geet et drëms, de CET ze stäerken duerch Mëtzel an Handlungsvollmachten, wéi zum Beispill déi, selwer viru Gericht ze zéien.

Wéi wär et dann, wa mer als Chamber erëm dee Projet géifen opgräifen an a senger Faisabilitéit prüfen, dee scho viru Jore mäi Kolleg Marc Spautz an d'Spill bruecht huet a proposéiert huet, deem Agang fonnt hat an de Koalitionsprogramm an hannen un Enn net ëmgesat gouf, nämlech déi Iddi, fir CET, Mänschrechtskommissioun, Ombudsmann an Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand zesummen ze regruppieren, ze kucken, wat méiglech ass, och am Respekt virun deene Grenzen, déi mer deemools an der Diskussioun gemierkt hunn. An dann hätte vläicht och grad déi doten Organisationsen zesummen e Service juridique, eng staark Juridiction.

Ausserdeem, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, brauche mer kloer Zuelen. Da kann nämlech net méi dat geschéien, wat ee vun de Partecipanten am „Kloertext“ um RTL d'lescht Woch gesot huet: en hätt vun engem Beamte vum Educatiounsministère einfach emol gesot kritt, et géif zu Lëtzebuerg kee strukturelle Rassismus. Ministère locutus, causa finita? Dat dierf net geschéien! An dofir ass et eng Iddi, net eppes Neies ze grënnen, mee besteeënde Organer den Optrag ze gi vun engem „Observatoire des discriminations et du racisme“ am systemateschen an am systemsche Sinn, mat kloeren Resultaten, mat kloeren Zuelen.

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, wat mer brauchen, sinn dräi Saachen:

Dat Éischt, vill a respektvoll Nolauschteren deene Leit, déi betraff sinn, an dat seriö huelen a kloer Analysen an Zuelen.

Dat Zweet, däitlech denoncieren, Rassismus als Rassismus entlarven. Aner Meenunge muss ee kënnen aushalen, Rassismus an Diskriminatioun nimools! Déi dierf een ni mussen aushalen.

An dat Drëtt, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, politesch Hiewelen abauen, do-riwwer diskutieren. An ech hunn hei just zwou kleng Iddien an d'Spill bruecht, déi kéinten zu engem grouse Resultat kommen.

Dräi Saachen also: voir, juger, agir. Ech soen lech villmools Merci fir d'Opmierksamkeit.

De Martin Luther King huet gesot: „Wann et drëms geet, eppes ze kucken, dann ass et net dat, wat Leit gesot hunn, mee dann ass et dat, wat verschwiegen ginn ass an iwwer wat fir eng Leit net geschwat ginn ass.“

Merci villmools!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Galles.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé relatif à l'heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, den Doud vum US-Amerikaner George Floyd huet fir Empörung iwwer de ganze Globus gesuert.

De 5. Juni hu sech laut der Lëtzebuerg Police virun der amerikanescher Ambassade ronn 1.500 Demonstranten afonnt - d'Quelle vun den Organisateuren soen, et wäeren der däitlech méi gewiescht -, dat fir en Zeechen ze setze géint Friemfeindlechkeet a Rassismus. Eppes fällt op: Et si gréisstendeels jonk Leit, déi sech mobiliséieren.

Als Zweet wëll ech awer och soen: Wa mer iwwer Rassismus schwätzen, mussen mer och

generell iwwer all Form vun Diskriminatioun schwätzen. Béides ass enk liéiert.

Här President, zanter gëschter leeft déi 44. Sessiou vum Conseil des droits de l'homme vun de Vereenten Nationen un. Um Ordre du jour stinn enner anerem d'Theeme Rassismus a Xenophobie. Virun allem awer soll d'Deklaratioun vun Durban a Südafrika vun 2001 reaffirméiert ginn. Dës Deklaratioun huet viru bal 20 Joer eng ganz Partie u Recommendatiounen a Mesurë festgehalen, fir de Problem vum Rassismus innerhalb vun der internationaler Communautéit unzegoen, der internationaler Communautéit, déi aus engem bluddege Weltkrich eraus entstanen ass. Mir hu gesinn, zu wat Friemhaass ka féieren!

D'international Communautéit hält op d'Anhale vun de Mänscherechter. A mir Piraten halen drop, dat d'international Communautéit e Garant vun universale Wäerter muss sinn.

Ech hu viru Kuerzem déi Emissioun, déi de Paul Galles schonn ugeschwat huet, op der Lëtzebuerg Télee gekuckt, wou d'Theema Rassismus war. Et huet sech erausgestallt, dass Rassismus an Diskriminatioun eppes ass, wat am Liewe vu ville leider nach ëmmer un der Dagesuerdung ass.

Här President, Mänsche mat net Lëtzebuerg Originnen oder enger aner Hautfaarf hunn hei am Land Problemer, eng Wunneng ze fannen. Si kennen et, um CV d'Foto ewechzeloosen, si benotzen heiansdo en aner Numm, fir dat net direkt hir Originnen erkenntlech sinn. Jo, mir hunn zu Lëtzebuerg e Problem mat Alldagsrassismus!

Mee Alldagsrassismus, et geet net duer, dat einfach als individuell Fäegkeet, individuell Tätigkeet ofzeklassieren. Alldagsrassismus féiert, an dat huet de Paul Galles virdru ganz gutt illustriert, zu engem strukturelle Rassismus. A strukturelle Rassismus, dee féiert a leschter Konsequenz zu sozialen Inegalitéiten. An esou oft, wéi mer hei an der Chamber iwwer d'sozial Inegalitéit schwätzen, misst eis bewosst sinn, dass ee vläicht do och eng Kéier un d'Wuerzel vum Problem muss goen.

Jo, net all sozial Inegalitéit ass duerch Rassismus. Mee wa mer emol all déi sozial Inegalitéiten, déi duerch Rassismus, duerch Alldagsrassismus, duerch deem dach esou harmlose Rassismus, deen an de Kommentarspalte vun Internetplattformen postuliert gëtt, wa mer déi géifen an de Grëff kréien, da géife mer schonn e grouse Sprong no vir maachen, wann et ëm sozial Ongläichheete geet.

Et ka jo net sinn, dass eng Schülerin oder e Schüler an enger Lëtzebuerg Schoul domat rechnen mussen, dass se vun hirem Schoulmeeschter oder vun hirem Proff gesot kréien: „Jo, nee, du pass hei net hin!“ Sou héieren! Oder de Saz: „O, du schwätzt awer gutt Lëtzebuergesch!“ Ee mat wäisser Haut, ee wéi mir heibanne kennt dee Saz éischer net: „O, du schwätzt awer gutt Lëtzebuergesch!“ Dat ënnerstellt nämlech jiddwerengem, deen anescht ausgesäit, dee vläicht en Numm huet, deen net stacklëtzebuergesch kléngt, dat e kee Lëtzebuerg war.

Bref, Lëtzebuerg ass eng Terre d'accueil gewiescht, ass et nach ëmmer. A mir hunn eng ganz grouse Populatioun, déi d'Lëtzebuerg Nationalitéit hunn, déi net wéi den typesche „Biolëtzebuergesch“ ausgesinn. Mir hunn eng ganz Retsch Leit an der Populatioun, déi net wäiss sinn, déi net e lëtzebuergesch Numm droen, mee déi méi exotesch Numm hunn, déi eng méi exotesch Hautfaarf hunn. An awer, et si Lëtzebuerg, déi sech all Dag unhéiere mussen: „O, du schwätzt awer gutt Lëtzebuergesch!“

Dat implizéiert iergendwou: „O, du schwätzt awer gutt Lëtzebuergesch fir deng Hautfaarf, fir deng Origin, fir deng ...“, jo, fir wat eigentlech? Et kéint ee bal soen, iergendwa seet een dann: „fir deng Rass“. A spéitstens da si mer beim Wuert „Rassismus“, e Wuert, wat iwwerengs ganz batter ass, well et benotzt eng biologesch Differenz als Grondlag, eng soi-disant Differenz, déi an enger Theorie baséiert ass, déi ewell laang widderleecht gouf, eng Theorie, déi zu grässleche Schanddote viru 80 Joer gefouert huet, eng Theorie, déi dovunner ausgeet, dass Mänschen inhärent ze ënnerdeele sinn.

Nee, ech gleewen net drun, dass eng Rassentheorie hautdesdaags nach hir Plaz huet. Eng Rassentheorie, déi d'Grondlag war, nach virum Zweete Weltkrich, vum Kolonialismus, e Kolonialismus, wou och Lëtzebuerg säi Rôle hannerfroen muss am Congo belge. D'belsch Kinneksfamill huet sech rezent nach eng Kéier entschëllegt fir dat, wat se am Kongo gemaach hunn. D'Roll vu Lëtzebuerg ass an deem Kontext nach ëmmer net genuch erfuerscht.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech sinn der Meenung, dass mer och do nach eng Kéier e Schrëtt no vir sollte maachen, eis eiser Vergaangenheet sollte stellen an eis dann och do ent-

schëllege sollten, do, wou Lëtzebuerg mat am Coup waren.

Wäiss a Schwaarz si keng Faarwen. Schwaarz a Wäiss si sozial Konstrukter, déi déif an der Gesellschaft an an der Geschicht verankert sinn. Et freet mech ze gesinn, dass déi Jonk sech haut fir en oppenen an tolerante Contrat social staarkmaachen, andeem se keng Differenz tëschent Schwaarz a Wäiss maachen.

Mee, Här President, nodeem ech déi Rassismusdebatt op der Lëtzebuerg Télee gekuckt hunn, hunn ech e grouse Feeler gemaach. Ech hunn erofgescrolled, ech hunn d'Kommentare gelies. An do liest een dann direkt am éischte Kommentar, deen ech fonnt hunn, dass et jo och Rassismus géint Wäisser géif ginn. Jo, interessant! Et si Leit, déi soen: „Mir wëlle bleiwen, wat mer sinn!“ An da soe se am nächste Saz: „Ech si jo kee Rassist, mee ...“

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech fannen esou Aussoen inakzeptabel. A wann dann och nach drënnersteet: „Wann der eppes hei net geet als Schwaarzen, da géi zréck an däi Land!“, adresséiert un d'Person vun enger Lëtzebuergerin mat schwaarzer Hautfaarf.

Ma, a wéi ee Land soll déi Fra dann zréckgoen, wann net an hiert Heemechtsland, wat Lëtzebuerg ass? Do muss ee sech awer dann d'Fro stellen: Gëtt et Rassismus zu Lëtzebuerg? A bref, de Constat ass leider: Jo. An dat heescht, mir müssen Zivilcourage weisen, mir müssen deene Leit widersprechen, mir dierfen esou Aussoen net einfach onkommentéiert stoe loosen.

Et gëtt Zäit, dass mer alleguerten deem Alldagsrassismus eppes entgéintsetzen, fir dass esou de strukturelle Rassismus d'Grondlagen entzu kritt, fir esou a leschter Konsequenz sozial Ongläichheete kënnen ze reduzieren.

De Legislatuer, mir heibannen, kënnen dat net eleng. Jiddwereen ass gefuordert! Jiddwereen dobaussen ass gefuordert, seng Reflexer ze iwwerdenken. Seng Reflexer ze iwwerdenken, wann e seet: „O, dee Jugo do!“, oder: „O, dee Guall!“ Nee, och dat sinn inakzeptabel Sätz, déi een heiansdo oniwierleecht benotzt an déi awer weisen, wéi déif verankert Rassismus, Xenophobie, d'Angscht virum Friemen zu Lëtzebuerg heiansdo sinn.

Loost mech op e leschte Punkt agoen, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, d'Zäit leeft mer fort. Mir Lëtzebuerg kultivéiere grondsätzlech d'Diversitéit. Gäre setze mer se a faarwege Publicitéitscampagnen an Tourismus-katalogen an Evidenz. Gäre weisen, dass Lëtzebuerg e Land ass, wat méi ass wéi nimm, e Land, wat Faarf kennt, e Land, wat Terre d'accueil ass, e Land, wou jiddweree wëllkomm ass a senger Diversitéit.

Ma kommt, mir kucken eis eng Kéier heibannen ëm! Verschidden Nimm kenne mer heibannen ewell. Dat weist op eng laang Immigrationgeschicht vu Lëtzebuerg hin. Aner Hautfaarwe sinn am héijen Haus bis haut éischer rar geséit. Och d'Chamber ass net deen eenzege representative Echantillon vun der lëtzebuergescher Gesellschaft. Mir sinn een Echantillon. Mee si mer representative? Nee! A genau dorunner mussen mir och alleguerten als Politiker schaffen. Well wat mir méi inklusiv sinn an eisem Behuelen, wat et méi kredibel ass, wa mer dobaussen fir méi Inklusioun optrieden.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. „Mir sinn alleguer just Mänschen.“ Dat ass e Saz aus enger Ried vun Monica Semedo, déi si zu Bréissel den 19. Juni am Europaparlament gehalen huet. Et ass en einfache Saz, deen awer e wichtege Message vermëttelt: Obwuel mir all ënnerschiddlech sinn, si mir alleguerten d'selwecht. Egal wou mir hierkommen, wie mir gär hunn, wourunner mer gleewen oder wéi mer ausgesinn, mir alleguer hunn Ambitiounen, Wënsch a Gefiller. Eis sexuell Orientierung, eise Glawen oder eis Hautfaarf bestëmme sécher net eise Charakter oder eis Kompetenzen. Si dierfen dofir och keen Afloss op eise Liewenswee hunn.

„Mee, d'Hautfaarf ass net onsiichtbar.“ Dat ass e weidere Saz aus dem Monica Semedo hirer Ried. An och deesen dréit eng méi déif Bedeutung, nämlech dass och haut nach Leit diskriminéiert ginn, obwuel mir et dach besser misste wëssen. Jo, och hei zu Lëtzebuerg!

Mir sinn e multikulturell Land. Bal 50 % vun eisen Awunner hunn net déi lëtzebuergesch Nationalitéit, an ënnert de Lëtzebuerg sinn

och ganz vill Leit mat ..., also ënnert deene Leit mat der Lëtzebuerg Nationalitéit sinn och ganz vill Leit mat Migrationshannergrond. Wéi kann et do sinn, dass Diskriminéierung hei am Land nach ëmmer zum Alldag vu ville Mänsche gehéiert? Dat ass fir mech absolutt onverstandlech.

Mir alleguer wënschen eis natierlech, et wier anescht, mee Rassismus existéiert och hei zu Lëtzebuerg, an dës trotz eiser Multikulturalitéit an trotz all de Mesuren an Organisationsen, déi e gutt Zesummeleien an eisem Land féieren. De Rapport „Being Black in the EU“ huet och fir eist Land kee positive Bilan gezunn. An dat huet vill Leit schockéiert.

Et stëmmt, dass bei eis am Land Fäll vu Gewalt am Zesammenhang mat Rassismus oder aneren Aarte vun Diskriminéierung siele sinn. Et gëtt awer aner, méi ënnerschwellig Zorte vun Diskriminatioun, déi oft op gesellschaftlech déif verankerte Virurteeler baséieren. Et mécht ee sech e Bild vun engem Mänsch, oni en ze kennen, leet en an e bestëmten Tirang a stellt dat Bild dann net méi a Fro. Dës Zort vu Rassismus oder Diskriminéierung ze bekämpfen ass schwierig an, jo, och laangwierig. Denkmuster, déi vu Generatioun zu Generatioun oft onbewosst vermëttelt goufen, mussen opgebrach an hannerfrot ginn. Dat geschitt net vun haut op muer.

Här President, et ass un eis alleguerten an natierlech och un der Politik, de Kampf géint all Form vun Diskriminéierung viruzedriewen. Mir als Politiker hunn als ëffentlech Persounen eng Virbildfunktion an der Gesellschaft ze erfëllen. An eisen Discoursen, an eisem Opriede mussen mir fir d'Wäerter wéi Toleranz a Respekt fir all Mänsch astoen. Wann ee sech d'Beispill vun den USA ukuckt, da gesäit een, wat geschitt, wa Politiker dës Verantwortung net iwwerhuelen. Un éischer Plaz steet dowéinst, d'Kommunikatioun tëscht alle Mänschen ze féieren. Mir mussen méi matenee schwätzen an eis géigesäiteg kenne léieren.

Mir müssen eis d'Méi maachen, net nëmmen eis eege Realitéit, mee och d'Realitéit vun all eise Matmënschen ze verstoen an ze considerieren. E Saz oder eng Bemierkung, déi ee selwer als harmlos ophëlt, empfënt en aner vläicht als ganz verletzend. Mir mussen léieren, matenee ze schwätzen an nozelauschteren. An domadder muss ee schonn an der Schoul bei de ganz kleng Kanner ufänken. A genau dowéinst gouf 2017 an der Grondschool an 2016 am Lycée dat neit Fach „Vie et société“ agefouert. Mat deem Fach gëtt e Raum fir den Dialog geschaaft an de Respekt virun der Diversitéit gëtt do vermëttelt.

Nieft der Kommunikatioun, déi esou wichteg ass, fir géint Diskriminéierung a Rassismus virzegoen, kann och d'Inklusioun e wichtege Bättrag leeschten. D'Zesummeleien an der Diversitéit gëtt an der Schoul dowéinst och iwwer d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen an d'Reegelschoul geféiert. Mat engem neie Gesetz vun 2018 sinn nei Kompetenzzentren entstanen, déi dofir enner anerem d'Schoule mat Hëllef a Berodung bei der Inklusioun ënnerstetzen.

A fir d'Diversitéit ze liewen a si als Stärkt vun eisem Land unzekerken, ass virun e puer Joer och d'„Charte de la diversité“ an d'Liewe geruff ginn. Entreprisë kënnen dës Charte ënnerschreiwen an engagéieren sech domadder, géint d'Diskriminatioun virzegoen a Chancëgläichheet an Diversitéit innerhalb vun hirem Betrib ze féieren.

Zwee spezifesch Projete vun dëser Charte leeën e Fokus op Persounen mat Migrationshannergrond an op Persounen mat engem Handicap, fir Inklusioun op der Aarbecht ze ënnerstetzen. An deemem Kontext hu mir d'lescht Joer och e Gesetz gestëmmt, dat eng Assistance à l'inclusion dans l'emploi fir Leit mat Behënnerung agefouert huet, déi och de But huet, d'Diskriminatioun ze bekämpfen.

Am Juli 2018 huet d'Regierung deen éischen nationalen Aktiounsplang fir d'Förderung vun de Rechten vun den LGBTien adoptéiert. Och Leit mat ënnerschiddleche sexueller Orientierung sinn nach ëmmer vill an oft vun Diskriminatioun betraff. Och deesen Aktiounsplang setzt sech fir méi Chancëgläichheet, de Schutz vun ënnerschiddleche Familljeformen an de Kampf géint all Form vun Diskriminéierung an.

Léif Kollegeen, fir dass Diskriminatioun a Rassismus hei am Land esou ëmfaassend wéi méiglech bekämpft kenne ginn, ass et natierlech onerläslech, dass Mänschen, déi Affere vun Diskriminatioun ginn, dës och melle kënnen. Dofir ass am Kader vum Gesetz vun 2006 zur Gläichbehandlung vun all de Mänschen de Centre pour l'égalité de traitement geschaaft ginn, kuerz de CET.

Leider sinn dem CET seng Kompetenzen ageschränkt, wat dozou féiert, dass vill Fäll vun Diskriminatioun onni Konsequenze bleiwen.



Dowéinst reechen ech am Numm vun den dräi Koalitionspartner dës Resolutioun an, an där d'Chamber sech ënner anere engagéiert, dem CET méi Moyenen ze ginn, fir seng Aufgaben erfëllen ze kënnen, an do dernieft de CET och méi oft an Entscheidungsprozesser, déi d'Chancégläichheet betreffen, anzebannen.

Résolution 1

La Chambre des Députés, considérant

- que la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement interdit formellement toute forme de discrimination, directe ou indirecte, aux lieux de travail et de vie, à l'école et l'espace public en général;

- le rôle important du Centre pour l'égalité de traitement (CET) qui permet à tout citoyen de signaler des comportements discriminatoires et qui rapporte ces constatations au Gouvernement et à la Chambre des Députés;

- que le CET exerce ses missions en toute indépendance et a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge;

- les recommandations de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance dans son cinquième rapport sur le Luxembourg;

- les résultats et avis émis par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne dans sa deuxième enquête sur les minorités et la discrimination dans l'Union européenne « Being Black in the EU »;

s'engage à

- impliquer davantage le CET dans les prises de décision concernant la lutte contre toutes formes de discrimination et la promotion d'un vivre-ensemble harmonieux au Grand-Duché de Luxembourg;

- lui conférer plus de compétences;

- augmenter la dotation budgétaire et le cadre de personnel du CET;

- inscrire, dans le cadre de la révision du règlement de la Chambre des Députés, une clause explicite concernant les discriminations dans les principes directeurs du code de conduite des député(e)s en s'inspirant de l'Art. 1^{er} de la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement;

- offrir des formations « antidiscrimination » aux député(e)s, aux salarié(e)s de la Chambre des Députés ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs des groupes et sensibilités politiques, leur permettant de se rendre compte des préjugés qui pourraient donner lieu à toute sorte de discrimination.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Charles Margue.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, nielt dem CET existéiert och de Conseil national pour étrangers, deen d'Regierung bei alle Sujete beréit, déi eis auslännesch Matbiieger an hir Integratioun betreffen. Dëse Conseil kann zu Gesetzesprojeten Avisen ofginn an och Propositione maachen, déi fir eng verbessert Situation vun den Ausländer zu Lëtzebuerg bäidroen kënnen.

Den CNE huet seng Fonctioun an der leschter Zäit leider net erfëllt. Dowéinst striift den Integrationsministère eng Reform vum CNE un. D'Integrationskommissioun vum de Gemenge sollen an Zukunft Leit ernennen, déi si am neie Conseil national pour étrangers représentéiere sollen.

Här President, mir mussen eis och d'Fro stellen, firwat Rassismus iwwerhaupt entsteet. Fir hei e komplett Bild ze erhalen, mussen mir nielt den Affär vun Diskriminatioun och déi Leit ertrecken, déi rassistesch handelen. Mir mussen wëssen, wéi eng Aarte vu Rassismus an Diskriminierung hei am Land am meeschte virkommen an ob et Regionen a sozial Schicht ginn, déi besonnesch betraff sinn. Nëmme wa mir dat wëssen, kënnen mer Mesuren huelen, déi och genee do wierken, wou se mussen.

Dowéinst reechen ech och op dës Plaz am Numm vun den dräi Koalitionsparteien eng Motioun un, déi d'Regierung dozou opfordert, eng Etüd zum Rassismus zu Lëtzebuerg an Optrag ze ginn an d'Resultater der Chamber ze presentéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Grand-Duché de Luxembourg est un pays multiculturel dans lequel cohabitent des ressortissants de plus de 170 nationalités différentes;

- considérant que ce multiculturalisme est une richesse du Luxembourg;

- regrettant cependant que le racisme persiste en Europe et dans le monde entier;

- considérant que le racisme représente une menace pour nos sociétés modernes, démocratiques et interculturelles;

- regrettant que le racisme demeure aussi une réalité au Luxembourg;

- constatant que les gouvernements successifs du Luxembourg ont accordé une priorité au vivre-ensemble harmonieux dans notre société;

- rappelant dans ce contexte l'accord gouvernemental 2018-2023 aux termes duquel « Le vivre-ensemble entre tous les résidents du Grand-Duché de Luxembourg constitue un atout qui sera promu activement. La lutte contre toutes formes de discrimination en constitue un élément essentiel »;

invite le Gouvernement

- à poursuivre de façon soutenue ses efforts dans la lutte contre le racisme;

- à faire élaborer une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg afin de développer une stratégie de lutte cohérente contre le racisme. Cette étude aura comme principaux objectifs :

i. d'analyser les formes de racisme identifiées au Luxembourg;

ii. d'identifier les contextes et situations dans lesquels les concernés subissent des actes et traitements discriminatoires;

iii. d'aviser l'efficacité des mesures contre le racisme actuellement en place;

iv. de faire des recommandations;

- à associer la Chambre des Députés étroitement à la conception de l'étude;

- à présenter les résultats de l'étude fin 2021;

- à présenter les résultats de l'étude à la Chambre des Députés afin qu'elle puisse en tirer les conclusions nécessaires.

(s.) Max Hahn, Yves Cruchten, Charles Margue.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, Rassismus an Diskriminatioun ginn eis alleguerten eppes un. An et ass un eis all, derfir ze suergen, dass Intoleranz an eiser Gesellschaft absolut keng Plaz huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Ech schwätzen direkt zur Motioun an zur Resolutioun mat.

Här President, Dir Dammen an Hären, loosst mech emol ufänke mat engem grouse Merci fir d'Initiativ zu dëser Debatt, déi mer haut féieren. Et ass allerdéngs ze fäerten, dass mer dës komplexe Sujet net eleng kënnen haut an enger Heure d'actualité traitéieren. Dës Sujet hätt eigentlech méi eng deif gräifend Diskusioun verdéngt. An ech soen duerfir och dem Max Hahn speziell Merci fir d'Motioun an d'Resolutioun, well onni dës hätt déi Debatt vun haut riskéiert, ze enger flotter Postersténchen ze ginn. Mee duerch d'Motioun assuréiere mer, dass mer e Suivi assuréieren an dass d'Chamber sech weider mam Sujet befaasst.

Iwwert den Ausléiser vun der Debatt brauch ech eigentlech net méi vill ze soen. Jiddwereen, deen d'Noriichte gekuckt huet an deene leschte Wochen a Méint, dee weess, dass den Ausléiser an den USA war, wou d'Policebrutalitéit géint déi schwaarz Communautéit an de Rassismus insgesamt fir berechtegt Entrüstung gesuergt hunn, iwwerall op der Welt, och zu Lëtzebuerg, och hei an Europa.

Munchere freet sech awer vläicht, ob dës Debatt vun haut da wierklech néideg ass, besonnesch hei zu Lëtzebuerg. An effektiv an och, géif ech soen, glécklecherweis kenne mir kaum esou Fäll vun exzessiver Policebrutalitéit wéi an den USA. Dat huet eng ganz Rei Ursachen: Eis Poliziste si gutt forméiert a geschoult, an et gétt och gutt Kontrollmechanisme bannent der Police, fir esou Fäll ze verhënnere.

Et duerf een och roueg behaupten, dass mir bis elo a par rapport zu anere Länner d'Erausfuederunge vun der Immigratioun besser gemeeschtert hunn an nach ëmmer meeschteren. Eist Zesummeliewe vu verschiddene Kulturen, verschiddenen Nationalitéiten, Reliounen an esou weider fonctionéiert dacks besser wéi an einzelne vun eisen Nopeschlänner.

Ech soen awer domat net, dass mir bis elo alles richteg gemaach hunn. Bestëmmt net! A bestëmmt kënnen och mir hei zu Lëtzebuerg eis Integratioun nach besser reusséiere wéi bis elo. Ze dacks liewe mer leider nach laanschteenen an net genuch mateneen. Ze grouss sinn

nach d'Ennerscheeder an der Schoul, heiansdo am Beruff, gradesou wéi a villen anere Beräicher.

An duerfir dierfen eis Meritten och net zu enger Selbstzefriddenheet féieren. Op déi grouss Diversitéit vun eiem Land hanzeweisen, duerf net zu engem eidele Mantra ginn, dee verhënnere géif, dës Problemer unzuegoen. Rassismus an Diskriminatioun, direkt oder indirekt, strukturell oder aldeeglech, fënnt ee praktesch an alle Gesellschaften.

De Michael O'Flaherty, Direkter vun der European Union Agency for Fundamental Rights, soll op der Konferenz am Cercel gesot hunn: « Nous sommes tous des racistes quelque part. » Gemeengt huet en domat wuel déi psychologesch Tendenz, Leit ze kategoriséieren, sech vun aneren ze ënnerscheeden an esou och seng eegen Identitéit ze schafen. Problematesch gétt dat awer, wann dës Differenzen esou ausgeluecht ginn, dass verschidde Kategorie vu Leit mannerwäerteg solle sinn, wa se also devaloriséiert ginn.

E groussen Undeel dorunner huet d'Xenophobie, also d'Angscht virum Friemen, virun deem, wat mer net kennen. Verschidde Parteien a Gruppéierunge benotzen d'Angschte vun de Leit an d'Onsicherheit vun eiser Zäit, fir mat Diskriminatioun Politik ze maachen, fir „déi aner“ als Feindbild ze zeechen, si fir allmëglech Problemer responsabel ze maachen a fir eng restriktiv Identitéitspolitik ze féieren an hir Kultur soi-disant ze schützen. Alles dat féiert weltwäit zu Konflikter, zu der Ennerdrückung vu Minoritéiten an der Violatioun vu Mënscherechter.

Duerfir ass et engersäits wichteg, weiderhin d'Bekämpfung vu Rassismus an Diskriminatioun als e feste Bestanddeel vun eiser Aussepolitik ze behalen an d'Mënscherechter heiheim an dobaussen ze schützen.

Anerersäits mussen mer eis méi seriö mat der Problematik hei am Land beschäftegen. Sécher huet dës Phenomeen bei eis eng aner Dimension wéi an Amerika oder an anere Länner. An awer mussen mer eis agestoen, dass et och zu Lëtzebuerg op där enger Säit nach ëmmer Privileegie gétt an op där anerer Säit nach ëmmer Diskriminatioun.

Et ass warscheinlech d'Diskriminatioun am Alldag, déi dee Lëtzebuurger Phenomeen vum Rassismus charakteriséiert, ugefaange bei Klengegkeete wéi domme Witzer an topege Bemierkung bis hin zu méi groussen Ongerechtegkeeten, zum Beispill wann eng Aarbechtsplaz besat gétt. An dat kann dann och systematesch Auswierkungen hunn an Ongläicheete verdéiwen.

Nee, mir mussen éierlech sinn, och mat eis selwer: Wat deng Hautfaarf méi däischer ass, wat et zum Beispill méi schwéier gétt um Wunnengsmaat. Alles anescht wär gelunn. An duerfir ass dës Debatt esou wichteg. Well nëmmen, wa mer eis emol selwer agestinn, dass mer nach wäit ewech si vu gläiche Chancen am Liewen, gläicher Behandlung a gläiche Perspektiv fir jiddwereen, eréischt dann, wa mer de Problem och als Problem unerkennen, kënnen mir als Politik, awer virun allem als Gesellschaft deem Phenomeen vum Rassismus hei zu Lëtzebuerg entgéintrieden.

Dass et néideg ass, dës Debatt ze féieren, beleet och d'Emfro „Being Black in the EU“, déi jo schonn ugeschwat gouf an an där iwuert d'Hallschent vun de Befroten uginn hunn, bannent de leschte fënnf Joer Affär vun engem Harcèlement raciste gewiescht ze sinn. Dat sinn erschreckend Zuelen! Och Temoignagé vu verschiddene Leit, déi dës Zuelen déi noutwendeg mënschlech Dimension ginn, mussen eis als Chamber an och als Mënschen interpelléieren.

Nee, dat heescht net, dass mer zu Lëtzebuerg alleguerte Rassiste wären. Mee et weist eis, wéi wäit mer ewech si vun där egalitärer Gesellschaft, déi mer eis esou staark wënschen.

Eis dës Froen a Problemer ze stellen, dat réeselt natierlech och un eiem Selbstverständnis als Einzelnen, mee och als Land. Vill Lëtzebuurger si sech dës ganz Problematik an hirem privilegiéierte Confort vläicht net esou bewosst respektiv verkennen d'Gravitéit vun der Situatioun fir déi, déi drënner leide mussen. Duerfir ass et och wichteg, dass mer eis mat eiem eegene Privileeg ausenanersetzen, dass mer akzeptéieren, dass vill Leit d'Welt ganz anescht erliewe wéi mir an dass eis Experienz, eis eegen Experienz, net onbedéngt d'Norm ass.

Mir mussen verstoe léieren, dass Leit mat enger anerer Hautfaarf eng sëlliche Barriären an hirem Alldag erliewen, während mir dacks duerch oppen Dieren trëppelen, onni wëllen awer ze verkennen, dass och wäiss Lëtzebuurger et heiansdo net einfach hunn.

An duerfir mussen mer deene Stëmmen eng méi wichteg Plaz an eiser Gesellschaft ginn, och

wann oder grad well dat heiansdo desagreabel ass. Do dierfe mer net direkt defensiv ginn an eng Diskussioun ofwiergen, vläicht och aus Angscht, dass mer eppes ze verléieren hätten. Mir sollen net déi sinn, déi hinne soen, wéi si sech ze spieren hunn. Nëmme si hunn déi Experienz an et ass un eis, hinnen nozelauschteren.

Loosst mech an deem Kontext, wéi och schonn e puer vu menge Virriedner, kuerz op eise Sproochgebrauch agoen. Warscheinlech denkt sech kaum een eppes Béises, eppes Schlechtes derbäi, wann en en enger Pâtisserie e Mourekapp oder en Neegerkuss bestellt. An dach ass et net un eis ze jugéieren, ob dat blessant ass oder diskriminéierend. Et ass un de Betreffene selwer, dat ze jugéieren. An duerfir sollte mer et loossen.

Der Politik kënn do och eng gréisser Bedeutung zou: Besonnesch mir sollten oppassen, wat fir eng Begrëffer mer gebrauchen. „Schwaarzafrikaner“ ass en Term, wéi en deslescht hei op der Tribün gefall ass. An dat ass e Begrëff aus der Kolonialzäit, dee mer eigentlech sollte vermeiden. Lëtzebuerg hat d'ailleurs, wann och an engem vill méi kleng Mooss wéi vill aner Länner, eng Kolonialpolitik am belsche Kongo, eng Periode, déi bis elo relativ wéineg éffentlech opgeschafft gouf.

Mat deene Constaten, déi mir gemaach hunn, ass et evident, dass mer no Léisunge siche mussen, fir de Phenomeen vun dem Rassismus an der Diskriminatioun anzudämmen. D'Regierung huet scho viles gemaach an deene leschte Joren, an de Max Hahn huet dat alles opgezielt.

D'LSAP wëilt haut nach e puer Piste proposéieren, déi och an där Motioun an an där Resolutioun virkommen:

Éischtens: Et feelt eis zu Lëtzebuerg un Zuelen, Statistiken an Donnéeën, déi et eis erlabe géifen, de Phenomeen a senger ganzer Komplexitéit ze erfaassen an esou d'Problemer méi kloer ze émräissen. Mir mussen also méi e komplett Bild kréien. Ech hat virun e puer Wochen eng Question parlementaire an déi Richtung gestallt.

An hirem Rapport vum Februar 2017 hat d'European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) der Regierung och recommandéiert, e System op d'Been ze setzen, deen d'Ophuelen an de Suivi vu rassistesche Virfäll erlabe géif, fir op dës Manéier systematesch Statistiken zu xenophobe Phenomeener sammeln ze kënnen. Mat der proposéierter Motioun komme mer deem Zil e Stéck méi no.

Zweetens, an dat ass och scho gesot ginn: De Centre pour l'égalité de traitement, also den Haaptacteur zu Lëtzebuerg an deem Domän, ass chronesch ennerfinanziert an ennerbesat, wat him et onmëglech mécht, seng Missiounen effikass ze erfëllen. Seng Kompetenze si jo och éischer limitéiert. Am Gesetz vum 7. November 2017 gouf de CET jo dann och un d'Chamber rattachéiert.

Der LSAP no sollte mer de CET kloer stäerken. Dat war jo och eng vun de Recommandatiounen vun der ECRI, an duerfir ennerstézte mir och d'Resolutioun, déi genee dat festhält. Doriwwer eraus mussen mer awer och méi e klore Suivi maache vun de Recommandatiounen vum CET.

Drittens: An den Ae vun der LSAP kënn der Educatioun an der Bekämpfung vun dem Rassismus an der Diskriminatioun méi generell eng wichteg Roll zou. Eng Fro, déi mech ëmmer beweegt huet, ass: Wéi gétt een zu engem Rassist? Ech gleewe jo net drun, dass een als Rassist gebuer gétt. Et brauch ee just déi kleng Kanner ze kucken an der Crèche, op der Spillplaz, am Veräin, wéi se matenee spilen, sech an den Aarm huelen, frou matenee sinn. An dach ännert dat sech bei verschiddene Leit am Laf vum Erwuesseginn.

A wa mer de Kanner duerfir net kënnen d'Schold ginn, da mussen mer feststellen, dass mir Erwuesener eigentlech schold doru sinn. D'Erzéiung vun eise Kanner ass eis Verantwortung, kengem anere seng. Ech gi staark dovunner aus, dass de Sujet Rassismus an der Schoul thematiséiert gétt. D'Fro ass awer, ob et mat den aktuelle Programmer duergeet, ob mer net de Phenomeen vum Rassismus a besonnesch vun der Alldagsdiskriminatioun behandelen a Stereotype bekämpfe mussen.

An deem Kontext hat ech och eng Fro un den Educatiounsminister gestallt an ech si gespaant op seng Äntwert.

Et geet och drëms, Rassismus an Diskriminatioun an de Schoule selwer ze bekämpfen an hei och d'Roll vun de soziale Medien ervirzehiewen, déi dacks zu méi engem staarke Mobbing bäidroen.



Här President, mir hunn am Fong en zimmlech robuste gesetzleche Kader, wat Rassismus an Diskriminatioun ugeet, och wann dee punktuell eventuell kéint erweidert ginn. Zum Beispill kéint ee bei de Strofdoten, déi e rassistescht oder diskriminatorescht Motiv hunn, eng méi héich Strof virgesinn. Dat ass a verschiddene Länner haut schonns de Fall, zum Beispill wann et ëm Strofdote géint d'LGBTI-Communautéit geet.

Mee Gesetzer aleng ginn net duer. Parallell muss och e Mentalitéitswiessel kommen. Vill huet sech an de leschte Jorzéngte gedoen. Villes huet sech positiv entwéckelt a mir sinn eis sécher, dass mer mat enger éierlecher Debatt an engem konstruktiven Dialog mat de betraffene Communautéiten och an Zukunft mat Recht an Houfert op eis Diversitéit weise kënnen, déi Diversitéit, déi Lëtzebuerg ausmécht an déi eis eigentlech staark mécht.

Op der Tëlee huet virgëschter e jonken Här seng Erfarunge mat Alldagsdiskriminatiounen duergeluecht. Mech huet dat - an lech bestëmmt och - beweegt, besonnesch, well e sech um Enn vum Reportage méi Solidaritéit gewëncht huet vu senger Matmënschen. An do huet hien absolutt Recht: Et ass mat Solidaritéit, wou mer dësem Phenomeen kënnen a mussen entgéintrieden. Dat kënnen mir zesammen upaken, well de Rassismus ass net de Problem just aleng vun deene Betraffenen, et ass de Problem vun eis allegueren.

Ech sinn elo aus Aktualitéitsgrënn virun allem op de Rassismus agaan. Dobäi dierfe mer d'Diskriminatioun op Basis vun anere Charakteristiken, der Relioun, dem Handicap, der Sexualitéit oder der Nationalitéit, net aus den Ae verléieren. Heibäi ass et och wichteg, dass mer déi intersektional Diskriminatioun adresséieren.

Diskriminatioun ass villschichteg, ka vill Ursachen hunn, déi mer an der Analys, an der Sich no Léisungen a Consideratioun huele mussen. All Diskriminatioun ass anescht, mee all Diskriminatioun ass inakzeptabel!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleginnen, d'Debatt iwwert de Rassismus, déi eis net nëmmen haut muss beschäftegen, ass eng, déi eis de Spiegel weist. Mir, enfin vill vun eis, hu jo d'Virstellung an ech géif och soen, den Eiergäiz vun enger multikultureller, weltoffener Gesellschaft zu a fir Lëtzebuerg, an där e gutt Zesummeliewen en Zil ass a wou Diskriminatioun a Rassismus, latent oder manner latent, kaum e Problem sollte sinn. An awer diskutéieren haut hei an der Chamber 60 wäiss Leit ënner anerem iwwert d'Suergen an d'Problemer vun eise schwaarze Matbiergerinnen a Matbierger.

De Rapport vun der Europäescher Agence fir Grundrechter vun 2018 huet sech mat der Expérience vu Schwaarzen an Europa beschäftegt an en ass kloer: Mir brauchen eis do net ze bretzen, Lëtzebuerg huet e Rassismusproblem! Wéi scho gesot, d'Hallschent vun deenen, déi befrot gi sinn, haten eng Erfahrung vun enger Diskriminatioun an deenen zwielef Méint ier se befrot gi waren.

D'Fro, déi mer eis stellen, ass net déi, ob mer Rassismus zu Lëtzebuerg hunn oder net, mee wat mer kënnen maachen, fir en ze bekämpfen. A fir Äntwerten op dës wichteg Froen ze fanen, mussen mer verstoen, wat déi strukturell Charakteristike vum Rassismus hei am Land sinn. Wat sinn d'Ursachen? Wéi oft kéint e vir? Wou a wien ass betraff dervun? A wat misste mer an eisem Émgang matenee maachen, fir deem Zil vum gudden Mateneen, vum Zesummeliewen op Aenhéicht méi no ze kommen?

Zënter laange Joren hunn ech mech mam Thema vum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg beschäftegt, an do gétt et och vill Positives ze berichten. Mir si jo multikulti, jo, mee de Communautarismus ass och eng Realitéit hei am Land: Mir kennen eis net genuch a liewen zu Lëtzebuerg éischer niewentenee wéi mateneen. Doriwuer besteet en zimmleche Konsens.

Sech a senger Communautéit zesummefannen a wueffillen ass verständlech, legitim an normal. Sech awer mat senger Communautéit vun aneren ofgrenzen entsprécht net dem Ideal vun engem respektvolle Mateneen. De Risiko vu Konkurrenz a Jalousie, besonnesch, wann et wirtschaftlech net gutt geet, féiert da méiglecherweis zu Konflikter.

Wéi scho gesot, d'Fro ass net, ob et e gétt, de Rassismus. Wivill Rassismus mer hei hunn, ass awer schwéier novollzéien, an dat läit dorunner, dass mer eis net d'Mëttele ginn hunn, wéi scho meng Virgänger et gesot hunn, fir duerno ze kucken. Mee ech hunn och d'Gefill, dass mer iergendzowusch léiwer doriwuer eweckucken. Et ass jiddefalls net op der Prioritéitléischt gewiescht - an deem Awanderungsland, wat mer sinn, fir mech awer als Sozialwëssenschaftler iergendwéi schwéier novollzéien.

Et ass scho gesot ginn, zënter iwwer zéng Joer gétt et de CET an dee seet eis kontinuéierlech, dass ventiléiert Donnéeën iwwert d'Diskriminatiounen zu méi cibléierten Antidiskriminatiounsmoossenamen an zu engem bessere Schutz vun den Affer féiere kéinten.

Et ass och schonn op de Bréif higewise gi vun den 21 ONGen, deen un d'Chamber an un d'Regierung gericht ass, fir dem CET méi Mëtelen ze ginn an opzestocken a seng Kompetenzen auszeweiten.

Mir brauche reegelméisseg an objektiv Zuelematerial, fir iwwert d'Joren d'Phenomeen vun der Diskriminatioun a vum Rassismus ze suivéieren. Mir sollen domat ufänken, mee mir sollen net als „one-shot“ maachen, well wann ech den Differenzen an der Gesellschaft net kloer an d'Ae ka kucken, dann hunn ech keng Basis, fir Gläichberechtigung erbäzeféieren, fir derfir ze suergen, dass jiddwereen zu senger Rechter kéint. Ech kann ongerecht Ennerscheeder nëmme bekämpfen, wann ech se kann dokumentéieren.

De Match iwwert d'Gläichberechtigung téscht Fraen a Männer wier och net vun der Plaz komm ouni statistesch Beweismaterial, sachant dass mer och do nach net esou wäit sinn, wéi mer am Fong sollten.

Den Eloge vun der Diversitéit hei zu Lëtzebuerg, dat dierf keng Alibivirstellung sinn. Ech hunn de Verdacht, dass dat an de leschte Joren ze vill oft geschitt ass a Sonnesrieden oder a Businessrieden. De Koalitionsvertrag gesäit vir, dass, ech zitieren: « Les compétences en matière d'anti-discrimination des différents acteurs seront revues. » Also mussen mer eis un där eegener Nues huelen an aktiv ginn.

D'Opwärtung vum CET, et ass scho gesot ginn, ass e wichtige Jalon. Well en anere Problem vun CET ass laut deene reegelméisseg Etüden, dass de CET net immens bekannt ass, obscho seng Missioun als immens wichteg agestuft gétt. De CET läit jo och elo ënner der Verantwortung vun der Chamber a mir sollen eis dann och mat him zesummesetzen, wéi et an der Motioun gesot ass, fir iwwert d'Kompetenzen an eng besser Reorganisatioun vum CET ze schwätzen. Ech sinn och frou, dass déi éischt Demarchen an dësem Haus an d'Wee geleet gi sinn.

„Zënter wéini ginn déi Schwaarze dann an de Classique?“, dat ass en Zitat vun engem Enseignant, en Zitat, dat d'lescht Joer op der Konferenz zum Schwaarszinn zu Lëtzebuerg ernimmt ginn ass. Mir huet dat deemools an den Ouere geklongen, wéi déi Zäit, wou meng Kanner an d'Privatschoul, pardon, net an d'Privatschoul, an d'Primärschoul gaange sinn, wou et geheescht huet: „An zënter wéini ginn d'Portugisen an de Classique?“! Esou wéi wann d'Geschicht sech géif widerhuelen; se waren all an der éffentlecher Schoul, meng Kanner.

(Brouhaha)

Wéi schonn op där Konferenz, ass d'lescht Woch an der Emissioun „Kloertext“ nach eemol daitlech erauskomm, wéi wéi esou Bemierkunge kënnen dinn a wéi se derzou féiere kënnen, dass e Kand, e Jugendlechen no an no verënrerlecht, wou seng Plaz an der Schoul an ipso facto och duerno an der Gesellschaft ze sinn huet. Dëse Verënrerlechtsprozess fanen ech besonnesch bedenklech, well en hält dem Mënsch säi Réckgrat, säi Selbstvertrauen an domat och e Stéck vun senger Würd.

D'Personal an de Schoule soll forméiert ginn, fir d'Facettë vun der Diskriminatioun an déi eege Prejugéen ze erkennen an dës oft schwéierg Sujeten op eng konstruktiv a pedagogesch Aart a Weis am Kllassesall selwer ze thematiséieren. Well e rassistesche Virfall einfach ze bestrofen, ouni weider driwwer ze diskutéieren, dat bréngt leider net vill, well déi Sätz, déi do falen, déi komme jo meeschtens aus der Kannerstoff vun doheem.

Da wär et asoufern och gutt, mat Referenz op de „Kloertext“ vun der leschter Woch, wann et an de Schoule géif Prozedure ginn, wéi een domadder émgeet, an dass dat net bei deenen enge Schoulen thematiséiert gétt a bei deenen aneren, jee, vun dem Responsabelen e weëneg ënner den Dësch fale gelooss gétt oder als mander weesentlech betruecht gétt.

Et ass och scho gesot ginn, dass mir eis mussen mat der Lëtzebuerg an der europäescher Kolonialgeschichte auserreesetzen. Eist Land a

seng Leit hu vu kriminellen a mënscherechtwidrege Praktiken a Systemer profitéiert, déi ganz Bevëlkerungen ënnerdréckt hunn, Beispiller: Kongo, Geschäfte mat dem südafrikaneschen Apartheidsregimm oder den USA zu der Zäit vun der Segregatioun. Glécklecherweis ass déi lescht Méint och d'Diskussioun am éffentleche Raum ugelaft.

Den Unterrecht an d'Recherche sinn also gefuerdert: Wéi vill wësse mer allegueren iwwer eis eege Geschicht, zemoos déi rezent? Wat wësse mer iwwert d'Relatiounen téscht Lëtzebuerg an dem afrikanesche Kontinent, iwwert déi afrikanesch an aner Diasporaen zu Lëtzebuerg? Soulaang do grouss Mängel sinn, ass et schwéier, de sougenannten Travail de mémoire ze maachen an e Geschichtsbewusstsein ze entwéckelen.

Erlaabt mer, och e Wuert iwwer eis Verwaltungen ze soen. Ech wëll emol fir d'éischt ervirhiewen, dass aus alle Befroungen eraus, déi ech fir d'Fonction publique gemaach hunn, d'Lëtzebuerg Verwaltungen duerch d'Bank gelueft gi vun de Lëtzebuerg, awer besonnesch vun den Ausländer, ob se hei am Land wunnen oder hei schaffen. Dat ass e gutt Zeechen. Eis Beamte sinn nämlech den Interface téscht dem Staat a senger Bierger. Dofir mussen si och d'Prinzipien, déi mir als Land héichhalten, an der Praxis beschtméiglech applizéieren. De Staat huet, wat d'Sensibiliséierung zu Egalitéitsfroen an dem korrekten Matenee ugeet, jo eng Virbildfunktioun.

Rassismus ass, wéi gesot, en transversaalt Thema - et ass vu meng Virgänger ugeschwat ginn -, wat an all Beräich agräift: d'Aarbecht an d'Schoul, de Wunnengsmaat, d'Fräizäit, de Sport an d'Kultur, d'Gesondheet, d'Interaktioun vun der Persoun mat de staatleche Betriber an Institutionen an eisen alleegeleche Sproochgebrauch.

Meng Chancen am Liewen, déi dierfen net hypothekéiert ginn duerch meng Originen a meng Hautfaarf. An ee klengen Tuyau fir d'Employeuren: Wéi wär et dann dobäi, wa mer géifen um Bewerbungsschreiwe, um CV, den Numm ewechloossen an och d'Foto? Bei eis an der Fraktioun ass dat d'Praxis, mat engem gudden Resultat.

Fir Rassismus ze bekämpfen, mussen mer eis an dëser Chamber, déi zum gréissten Deel aus privilegéierte Männer a Frae besteet - zum gréissten Deel, soen ech -, all Dag selwer un der Nues huelen, fir eis eege blann Flecken ze erkennen, ze korrigéieren an en engem kontinuéierleche Prozess eis Institutionen an eis Gesellschaft méi inklusiv a méi gerecht ze gestalten.

D'Problemer, déi et gétt, de Konfliktpotenzial, deen do lauert, unzeschwätzen, ass e Schrëtt an déi gutt Richtung. Dofir der CSV an de Piraten merci, dass se dës Debatt haut op den Agenda gesat hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un d'Kollege vun der CSV a vun de Piraten, dass se dee Sujet hei thematiséiert hunn. An ech wëll direkt och ufänke mat engem Saz, mengen ech, deen eis alleguer heibanne verbënt: Rassismus ass net akzeptabel! Dat ass eppes, wat mer alleguer verurteilen, an do si mer eis eens.

Awer ech wëll elo mol ufänke mat e puer Kommentaren, fir op dat ze reagéieren, wat mer haut hei gehéiert hunn, fir ze ënnersträchen, wou mer eis dann net méi eens sinn. An där Punkte gétt et och vill.

D'CSV huet gesot, an do ginn ech hir 100%eg Recht: „Lëtzebuerg ass keng rassistescht Gesellschaft!“ An dunn ass et weidergaange mat: mee, mee, mee, mee. Mir soen als ADR: Lëtzebuerg ass keng rassistescht Gesellschaft, weeder strukturell nach legal nach institutionell! Mir hunn eppes Fantastisches geleescht hei am Land. Mir hunn eng grouss Zuel vun Ausländer, mat déi héchst op der Welt fir e Staat. Mir hu Groussen geleescht, fir se bei eis opzehuelen. Mir hunn net vill Alldagsrassismus. Et gétt es. Mir hu wierklech d'Recht, houfreg ze sinn op déi Manéier, wéi mir hei am Land mat der Diversitéit émgin.

An et ass dach ze einfach fir ze soen, well elo déi Affär mam George Floyd an Amerika war, fir eis hei Äschen op d'Stier ze streeën an ze soen: „Mir sinn och dorunner schëlleg.“ Mir sinn net dorunner schëlleg! Mee wou et Eenzelfäll gétt, wou et Rassismus gétt, mussen mer natierlech dergéint optrieden.

Awer wat heescht dat konkret? Loosse mer dach emol kucken, wat hei esou proposéiert gétt an ob mer da wierklech Konsequenze wéilen doraus zéien.

An der Schoul ass et net akzeptabel, wann e Kand gesot kritt: „Wéinst denger Hautfaarf gees de net an de Classique!“, oder wéi och ëmmer. Natierlech net! Da kommt, mir maachen en Examen! Gitt Der dann dee Wee mat? En neutralen Examen, anonymiséiert, well et ass jo och eng Kritik un där Orientéierungsprozedur, déi mer elo hunn, wou eeben dat, wat hei gesot ginn ass, net anonymiséiert spillt. Da maache mer en anere Wee. Gitt Der dee mat?

An hei gétt gesot: „Rassismus“, och beim Mobbing bei Kanner. Et ass jo och dat, wat mir ëmmer gesot hunn: Et gétt och Gewalt a Mobbing an de Schoulen. déi gréng hu mer d'lescht Kéier erkläert, dat wär alles net esou schlëmm, d'Gewalt wär haaptsächlech doheem. Nee. Da kommt, mir zéien d'Konsequenzen doraus a mir maachen eng Politik, déi dat mat verhënnert.

Da gétt hei dat gesot vum Logement. Déi Schwaarze hei am Land oder anerer sinn net déi Eenzeg, déi Problemer hu mam Logement. Mee wat si konkret déi Propositionen? An zu wat géif dat féieren? Wëlle mer higoen an de Propriétaire virschreiwen, u wie se solle verlouwen an u wien net? Do soe mir: „Nee!“ Dat ass den Droit de propriété: De Propriétaire huet nach ëmmer d'Recht ze decidéieren, u wien e wëllt verlouwen an u wien net! Wëllt Dir dat änneren? Sot eis dat!

Oder och mat de Sozialwunnengen: Mir hunn als ADR ëmmer derfir plädéiert, dass mer eng Lëscht, eng transparent Lëscht hei am Land hu mat de Sozialwunnengen, no objektive Krittären, wou jiddweree kann novollzéien, wéini en drun ass, fir eng Wunneng ze kéieren. Do ginn awer vill Saachen hei am Land gemaach, déi net transparent sinn.

D'LSAP zum Beispill hat eng Pressekonferenz gemaach nach viru Kuerzem: Ee Logement fir en Demandeur de protection internationale an een da fir e Resident! Gétt dat applizéiert? Mee dat ass alles anescht wéi transparent. Wa mer da gär eng Objektivitéit hätten an och Diskriminierung wëlle verhënnern, da gi mer op de Wee vun der Transparenz.

Oder d'Patronen, hei gétt gesot: „Jo, um Aarbechtsmaat!“ Wëllt Der dann d'Patrone forcéieren, dass Dir heibanne bestëmmt, d'CSV an all déi aner, déi mat esou Iddie kommen, wien de Patron soll engagéieren? Huel Dir dann och de Risiko fir vläicht Defizienzen herno a senger Entreprise, wou de Patron awer da verantwortlech ass?

Ech mengen, mir sollten hei emol op de Buedem vun de Realitéite kommen an einfach soen, dass mer natierlech sollte probéieren, virbildlech ze agéieren, selbstverständlech, awer dach wannechgelift déi Grundprinzipien, déi den Erfolleg vun eiser Gesellschaft ausmaachen, hei net a Fro stellen.

D'Police ass genannt ginn. Ech mengen, et hat ee gesot: „Mir hu Gott sei Dank keng exzessiv Policeviolence!“ Jo, mir vertrauen d'Police eiser Police. Mir stinn hannert der Police. Déi Police huet eng ganz schwéier Situatioun all Dag ze meeschteren. A mir hätten och gär eng Eierleckeet, a mir hunn et hei schonn e puermol gesot, an der Kommunikatioun vun der Police.

Mir haten eng Question parlementaire gestallt sengerzäit, wou Dir, Madamm Minister Cahen, bei der Police intervenéiert hat, well do Elementer an enger Täterbeschreiwung waren, déi lech derangéiert hunn, an dësem Kontext iwwregens. Do krute mer eng Äntwert op déi parlamentaresch Fro, wou gesot gétt, d'Police wier zoustänneg fir déi operationell Informatioun, an d'Regierung mécht dee politesche Volet.

Nee, mir wëllen eng Gesellschaft, an där Eierleckeet ass, an där Transparenz ass. Wéi wëlle mer dann e Problem upaken hei am Land, wa mer mol net wëssen, wa mer net méi dierfe gewuer ginn als fräi Bierger, wéi d'Situatioun hei am Land ass? Wéi wëlle mer dann eng Situatioun soziologesch oder ekonomesch upaken an eppes besseren, wann d'Leit emol net méi am eegene Land gewuer gi vun där Police, déi si bezuelen, vun där Regierung, déi si bestëmmen, wat hei am Land lass ass?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Sidd Dir dann déi, déi de Leit hei soen: „Dir sidd net müdeg, Dir dierft net méi wëssen, well Dir potenziell Rassiste sidd, wat hei am Land lass ass!“ Mat eis net!

Gradesou wéi d'Piraten. D'Piraten kommen heihinner, ech weess net, fir wat ... Ech weess iwwerhaapt net, fir wat se stinn, mee si sinn dach hei ugetratt iergendwéi als Internetpartei.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dir stitt eebe fir Rassismus, Här Kartheiser, Dir weist et.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Si sinn iwwerhaapt hei ugetrueden als Internetpartei



an ech héieren den Här Clement hei soen: „Mir mussen déi Kommentaren op Facebook an de Grëff kréien!“ Ma mir wëlle keng Zensur! Well dat ass jo dat, wat eigentlech méi schlëmm ass: fir dat Iwwel vum Rassismus soi-disant ze heelen, hei eng ëmmer méi staark Zensur ze maachen, fir de Leit praktesch de Mond ze verbidden. Si mengen elo schonn, si kéinten net méi soen, wat se denken.

Et ass dach esou eng „chape de plomb“ iwwert dem Land, esou eppes, wat der Demokratie schuet, der Meinungsfreiheet schuet, eigentlech deem, wat eis Gesellschaft ausmécht, deem fräie Charakter. An allkéiers, wann hei ee kënnt a seet: „Mir mussen dee Facebook, deen Internet besser kontrolléieren!“, ass et dach e Schrëtt a Richtung Totalitarismus, dee mir als ADR op jidde Fall net matmaachen.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Et sinn hei Saache gesot ginn, déi selwer rassisteschen sinn. Zum Beispill déi Iddi, datt hei „60 Wäisser“ - ech mengen, den Här Margue war dat -, „60 Wäisser“ iwwert de Problem schwätzen. Och dat ass eng Form vu rassistescher Bemierkung. Wat hätt Der gär?

Déi Definitioun vum Rassismus ..., an ech gesinn, d'Zäit leeft, dofir stellen ech der Regierung nach dräi Froen herno.

(Brouhaha)

Mee déi Definitioun vum Rassismus, dat ass dach eng Form vun deem moderne Verbalfeitschismus. Mir wëssen dach - mir wëssen et an hei schwätze mer dauernd drüwer -, datt et ënnerschiddlech Mënsche gëtt! Et gëtt wäisser, et gëtt schwaarzer, et gëtt Asiaten, ob een dat elo eng Rass nennt oder eppes anescht. Ech hu mat Begeescherung déi Kommentaren an déi Publikatiounen zu deem Thema gelies. Mee dat ass einfach ee Begrëff duerch een aneren ersat, well et gëtt Ennerscheeder tëschent de Mënschen! Et gëtt se geneetes, et gëtt se an den Enzymmen, et gëtt se an dem Fonctionnement vum Kierper, et gëtt se an der Recherche médicale.

An déi selwecht Leit, déi hei d'Diversitéit héichhalen an eiser Gesellschaft, si genau déi, déi de Begrëff vun der Diversitéit wëllen ënnerdrécken, well se de Begrëff vun de Rassen oder vun de geografesche Populatiounen oder de geneeteschen Iwwereneestëmmungen, wéi dat haut genannt gëtt, wëllen aus der Welt schafen. Wat hätt Der da gär?!

Ech wëll der Regierung dräi Froen stellen - well ech hunn nach 2 Minutten an 41 -, einfach fir emol ze soen, wou de Rassismus ass oder wou e ka sinn: eng un déi gréng, eng un déi Rout an eng un déi Blo.

Ech fänke bei deene Gréngen un. Den Här Margue interesséiert sech fir de Kongo vu viru ville Joren an e seet, mir missten eis als Lëtzebuerg entschëllegen, well e puer Lëtzebuerg am belsche Kongo waren.

► **M. Charles Margue** (déi gréng).- Dat hunn ech net gesot.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Oder ...

(Brouhaha et interruptions)

Boff. Okay, op jidde Fall huet de Verrieder vun deene Gréngen och vum Kongo geschwat. Ech weess elo net de Verbatim, wéi, mee et ass och net dat, wat wichteg ass.

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

Nee! Nee, nee, mäi Punkt ass deen hei: déi gréng an hirer Ried interesséiere sech méi fir de Kongo vu gëschter wéi fir de Kongo vun haut. An ech hu schonn e puermol gesot: Wéi ...

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

(Exclamations)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ... ass dat méiglech, datt déi Kanner, déi an de Kobaltminne sinn, dat sinn nämlech schwaarz Kanner, lech net interesséieren? Datt Dir eng Elektromobilitéit hei subventionéiert op Käschte vu schwaarze Kanner am Kongo? Géift Dir, Här Turmes, dat och maachen, wann dat Dikrecher Kanner wären? 45 Meter ënnert dem Buedem! Elektromobilitéit, vum Staat finanzéiert, an et ass lech objektiv komplett egal, wéi déi Kanner leiden! Ass dat och Rassismus? Eng Fro.

Eng Fro un déi Rout.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Eng Fro un déi Rout. Mir haten... Ou, elo ass ee gespaant, wat déi Rout als Fro kréien. Mee ech soen lech, wat déi Rout als Fro kréien.

(Brouhaha et interruption)

An der Entwécklungshëllef: De President Trump, deen hei am Sall bei villen net populär ass, ...

► **Une voix**.- Bei lech awer.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ... huet virun enger gewëssener Zäit Ofdreiwungspro-

grammer an Afrika gestoppt, well en dat net fir moralesch hält - do ginn d'Meenungen ausereen -, an direkt huet eng hollännesch Minister gesot: „Da sprange mir dohinner!“ She decides! An d'Lëtzebuerg Regierung ënner engem LSAP-Minister, deen zoustänneg war, huet direkt gesot: „Mir finanzéieren dat mat.“

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- U sech finanzéiere mir Ofdreiwung an Afrika. Do kann een diskutéieren: Ass do net och e rassisteschen Aspekt wéinst der Bevëlkerungsexplosioun op deem Kontinent? 8,2 Milliounen Ofdreiwungen d'lescht Joer.

► **Une voix**.- Wou sidd Der déi Zuel do da siche gaangen ...?

(Interruption)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ass do net och e rassisteschen Aspekt?

Drëtt Fro, un déi Blo.

► **Une voix**.- Wou ass do dat Rassistescht?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Drëtt Fro un déi Blo. Eng vun deene schlëmmste Forme vu Rassismus ass den Antisemitismus. Gëschter hu mer de Rapport kritt hei vum RIAL (ndr: Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg), an de Champion vum Antisemitismus zu Lëtzebuerg, esou wéi am Rapport beschriwwen, ass alt nees de Comité pour une paix juste au Proche-Orient. E Kommittee, dee vun der Regierung massiv ënnerstëtzt gëtt an den d'Recht huet, an eise Schoulen opzetrieden, ënner der Verantwortung vun engem DP-Minister. Misst d'DP net e bësse méi sensibel sinn um Dossier Antisemitismus? Och dat ass eng Fro.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, d'ADR ass ganz kloer, an ech wëll do keen Zweifel looszen, eng Partei, déi géint de Rassismus ass! Géint de Rassismus! Awer Dir fannt eis net op der Säit vun deenen, déi mengen, de Rassismus géif doduerch bekämpft ginn, datt mir eis Fräiheet beschränken, datt mir eng Hypokrisie ënnerstëtzen, datt mir leegen, wat gutt an eiser Gesellschaft ass. Oder datt mir de Lëtzebuerg am Allgemengen e Reproche géife maache fir eppes, e Reproche, dee se net verdéngen! Well, wéi gesot, mir hu Groussaarteges hei am Land fir d'Integratioun gelescht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächstes ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Jo, och wann dat dem Här Kartheiser net gefält, wéilt ech awer och ënnersträchen, datt et tatsächlech net esou evident ass, iwwer Rassismus ze schwätzen, wann een e wäisse Mann ass, esou wéi dat bei mir eeben och de Fall ass. An dat huet einfach nëmmen domadder ze dinn, datt een ni Affer war vum Rassismus. Dann ass et och schwéier anzuschätzen, wéi sech dat am Alldag uspiert.

Et ginn der natierlech, déi behaupten, als wäisse Mann wier et apaart schwéier, als Wäisse wier een och Affer vu Rassismus oder als Mann wier ee souguer Affer vun der Diskriminierung duerch d'Fraen oder duerch de Feminismus. Ech kann nëmme vu menger Perspektiv aus schwätzen: Ech sinn elo zënter 41 Joer e wäisse Mann, an ech mengen net, datt dat sech wäert änneren, ...

(Hilarité)

... an ech hat ni den Androck - ech hat ni den Androck, ech soen „ni den Androck“, keng eenzeg Kéier a mengem Liewen! -, wéinst menger Hautfaarf oder mengem Geschlecht op iergendeng Manéier et am Liewe méi schwéier gehat ze hunn. Ganz am Géigendeel, ganz am Géigendeel!

Natierlech kann een diskriminéiert ginn, well een aarm ass zum Beispill, oder dem Proletariat entspréngt, mee net, well een e Mann ass, oder net, well ee wäiss ass. Dat stëmmt net!

Wann een awer e Mann ass, wäiss ass a wuelhabend, ech mengen, dat spillt och eng Roll, an d'Eltere waren et och, dann ass et natierlech einfach ze soen, datt déi ganz Diskussioun iwwerdrüwe wier. Firwat soll ee sech bekloen, wann een d'Diere scho bei der Gebuert all opgemaach krut? Ech géif souguer souwäit goen a behaupten, wann ech géif gefrot ginn, mech ze reinkarnéieren - ech gleeuwen zwar net dorunner -, mee da géif ech nëmmen aus Kamoudheet mech fir dee selwechte Programm entscheeden, wäiss an e Mann, awer nëmmen aus Kamoudheet.

(Interruption)

Jo, well et ass weiderhi méi einfach als wäisse Mann wéi als schwaarz Fra op dëser Welt, an Europa, op jidde Fall!

A bon, et huet jiddwereen och iwwert dee leschte „Kloertext“ geschwat. An de Microtrottoir, dee virdru gewise gouf, deen ass immens interessant, well déi, déi gefrot ginn a soen: „Jo, et gëtt eng Form vu Rassismus hei zu Lëtzebuerg op déi eng oder aner Aart a Weis!“, waren éischter jonk Leit an och déi mat engem Migratiounshannergrond, meeschtens, net nëmmen. An da gouf et dräi Persounen, eeler Hären, an déi och, mengen ech emol, net zu deenen Äermste gehéieren, déi gesot hunn: „Nee, hei leeft et u sech relativ gutt!“

Ech wëll bei Wäitem net domadder behaupten, datt déi Hären iergendwéi rassisteschen wieren. Mee ech wëll domadder behaupten, datt et awer méi schwéier ass fir gewësse Leit, déi ni ënner Rassismus gelidden hunn, well se éischter zu deene verschiddensten dominante Kategorie gehéieren, fir dat iwwerhaupt kënnen ze verstoen.

Et ginn awer Leit, ech kennen der vill, an et ginn der souguer och hei an dëser Chamber, déi vläicht Häre sinn, vläicht souguer eeler Häre sinn, déi vläicht och souguer aus guddem Haus kommen, déi sech awer mat der Fro auserreesetzen. Et ass net onméiglech, empathesch ze sinn. Et ass net onméiglech, deem aneren nozelauschteren, deen an enger anerer Situatioun ass, an net nëmme vu sengem Standpunkt aus ze kucken. Well dat ass eng kannereg Approche, soen ech. Et ass eng kannereg Approche, fir ze mengen: Mir geet et gutt, da geet et der Gesellschaft gutt, da brauch een näischt méi dorunner ze änneren!

An dat si meeschtens och déi Leit, déi grad déi Denkmaldiskussioun net esou richteg verstinn - well dat huet een och gemierkt.

Et ass jo meeschtens elo den Orwell erausgekroopt ginn - deen Aarmen, wann deen dat géif erliewen -, wou dann de Winston Smith, den Protagonist vun „1984“, zitéiert gëtt, wéi e seet, de Regimm vun Ozeanien, dee wéilt d'Vergaangenheet fäerdemaachen.

Déi Parallell hierzestellen, ass total falsch, well grad eng vun de Grondiddie vum Orwell féinnt een net nëmmen a sengem Haaptwierk „1984“ erëm, mee an der „Animal Farm“ féinnt een dat erëm, an „Homage to Catalonia“, „Dans la déche à Paris et à Londres“ - ech weess net méi, wéi een et op Englesch seet - an esou weider. D'Haaptiddi, do geet et allkéiers ëm d'Gesellschaftsverzerrung an d'Inversiouen vun de Fakten, fir nei Dominatiounen ze schafen.

Et geet guer net drëms, alles futti ze maachen oder Denkmaler futti ze maachen. Mee et geet drëms, déi ganz Geschicht ze erzielen. A grad dann déi Denkmaler hei an der Géigend - do diskutéiere mer iwwert dee fréiere belsche Kinnek Leopold II -, déi reie sech jo grad an des Logik a vu subjektiver Interpretatioun vun der Geschicht am Sënn vun den herrschende Klassen. Et steet jo och eppes drënner, ënner deene Statuen, wéi mer ganz genau wëssen: „À la gloire“, ech weess net méi ganz genau, „du roi Léopold qui a apporté la civilisation au Congo“. Et ass komesch, datt d'Kongoleesen dat ganz aneschters gesinn. Si nennen hien „le Hitler africain“, an net fir näischt! An ech mengen, si hunn net Onrecht domadder.

Bon, de belsche Kinnek elo, de Philippe, dee regrettéiert déi Situatioun. Ech fannen et e bësse schwach, muss ech awer éierlech soen, well e regrettéiert an e seet och net ganz genau, wat geschitt ass. Hien hätt kënnen e klengen Effort maachen. Bon!

An natierlech, dat ass och schonn ugeschwat ginn, mir haten och eng Vergaangenheet am Kongo. Et waren net just e puer Leit, déi dohinergaange sinn, an et war och verstréckt mam Lëtzebuerg Staat. Ech invitéieren lech all, dat Buch vun Régis Moes ze liesen. Et ass immens interessant.

(Interruption)

Ech mengen, mir mussen eis iergendeng Kéier och mat de Konsequenzen auserreesetzen. Mir mussen eis Froen stellen, vläicht och d'Fro vun de Reparatiounen opwerfen. An ech mengen, et wier vläicht un der Zäit an et wier och zur Eier vun der Chamber, vläicht un enger Resolution ze schaffen. Mir wollte se net selwer virbereeden, well mer mengen, datt dat eng iwwerpartielech Saach misst sinn. Ech mengen, dat wier eng interessant Saach.

Et ginn natierlech och Stëmmen, déi soen: „Allez hopp, déi Saach mam Kolonialismus, dat muss een nuancéiert gesinn! Déi bekannten „nuancéiert“ Leit, d'Leit, déi ëmmer alles wëllen nuancéieren. Et ass net alles schwaarz a wäiss. Mee déi Argumentatioun ass absurd! Well déi kann een un all, all Regimm applizéieren. An et deet mer leed, déi kann een och un de Faschismus an och nach à la limite un den

Nationalsozialismus applizéieren: nuancéiert kucken. Si mer bereet, esou Regimmer nuancéiert ze kucken? Ech mengen net. Ech sinn op jidde Fall net dozou bereet.

An dann dat anert Argument: d'Infrastrukturen, déi do opgebaut gi sinn. Jo, d'Kolonialhären hunn Infrastrukturen am Kongo an op anere Plazen opgebaut. Mee firwat? Si haten eng utilitaristesche Approche. Et ass drëms gaangen, datt déi Infrastrukturen hu missen dozou dëngen, fir justement d'Kolonialherrschaft weider ze festegen.

Zu der Beweegung „Black Lives Matter“, wat op Lëtzebuergesch iwwersat heescht „Schwaarz Liewen zielt“. Et ginn natierlech Leit, déi soen: „O nee, et muss ee soen „All Lives Matter““. Mee dat ass, wéi wann ee géif soen, et dierft een zum Beispill net méi vum Antisemitismus schwätzen ënner dem Virwand, datt et och e Rassismus géint aner Communautéite géif ginn, géint Schwaarzer, géint Homosexueller, géint reesend Leit, et cetera, et cetera.

Jo, et gi vill Forme vu Rassismus. Mee den Antisemitismus ass eng spezifesche Form vu Rassismus, exklusiv gerichtet géint d'Juden, wéi och déi verschidde Rassismen, wéi d'Negrophobie an esou weider, géint spezifesche Persoune gerichtet gi si mat och spezifeschen Auswierkungen oft an der Geschicht. Wann een zum Beispill vum Antisemitismus schwätzt, da schléisst ee jo och keng aner Forme vu Rassismus aus. Meeschtens leiden Antisemite souwisou och nach ënner anere Forme vu Rassismus, muss een och soen.

A „Black Lives Matter“ ass genau dat selwecht. Dat heescht souvill wéi ze soen, datt et an den USA, awer net nëmmen an den USA, e spezifesche Rassismus- an Diskriminierungsproblem gëtt vis-à-vis vu Schwaarzen. Et ass komesch, datt am Joer 2020 dat nach ugezweifelt gëtt.

Rassismus ass keen individuelle Problem, zum Beispill ronderëm déi Diskussioun iwwert d'Gewalttätgekeete vun der US-amerikanischer Polizei vis-à-vis vu Schwaarzen. Wat ee verstoe muss, ass, datt déi Beweegung jo emol net behaapt, datt all individuelle Polizist e Rassist wier. Et gi souguer Polizisten an den USA, déi sech mat dëser Beweegung solidariséiert hunn. Dat wat déi Beweegung uprangert, ass e System, en net formale System, mee eng strukturell, politesch, sozial an ekonomesch Praxis, déi doranner besteet, schwaarz Mënschen un de Rand vun der Gesellschaft ze drängen.

An do gëtt et e konkret Beispill, historesch, dat Beispill vun dem „redlining“. Dir wësst et vläicht, an den 30er Joren huet de Roosevelt jo am Kader vu sengem New Deal esou e Programm gemaach, wou ee Prête konnt einfach kréien, fir en Haus ze kafen, en eegent Haus. Dat war alles ganz gut, just datt duerno urbanistesche ganz konkret Quartiere mat enger roudier Linn esou getrennt goufen. U sech, wann een op där enger Säit gelieft huet, op der richteger Säit gelieft huet, da krut een e Prêt, a wann een op där falscher Säit gelieft huet, an dat waren - duerch Zoufall - d'Quartieren, wou Schwaarzer gelieft hunn, krut ee kee Prêt.

Duerno, 1947, ass och nach e Gesetz komm, d'Levitt-Gesetz, wat gesot huet, datt schwaarz Leit net konnten déi aner Säit vun dëser Linn lieve goen. 1947 waren an den USA nach ëmmer keng fortschrëttlech Saachen. Bon! An net nëmmen an de Südstaaten! Dat Gesetz ass natierlech ofgeschafft ginn.

Mee an der Tëschenzäit konnten déi, déi e Prêt kruten, déi an deene bessere Quartiere gelieft hunn - dat ware Wäisser, an et ass net hir Schold, datt si dovunner profitéiert hunn, tant mieux fir si -, mee déi konnten natierlech Kapital accumuléieren, si konnten hir Kanner op d'Uni schécken. An d'Inegalitéiten hu sech weiderhi verschäerft bis haut, bis haut, soudatt et déi Quartieren nach ëmmer gëtt, datt et nach ëmmer déi Segregatioun bis haut gëtt.

Wann een net versteet, datt dat nach ëmmer eng Realitéit ass a wann een net versteet, datt déi racial an ekonomesch Segregatioun u sech Hand an Hand matene ginn an datt dat och Auswierkungen huet bis haut par rapport zur Gewalt, par rapport zur Police ... Natierlech, wann een aarm ass, geet een heiandsdo aner Methode sichen, déi vläicht manner legal sinn, an et fält een an en aneren Däiwelskrees eran. „Dann huet een och mat anere Konsequenzen ze rechnen“, dat ass dat, wat gesot gëtt.

An ech mengen, dee Problem vun de rassiséierte Mënschen ass net just en amerikanesche Problem. Ech mengen, do gëtt et och e Messverständnis. Et gëtt ëmmer gesot: „Voilà, dat Wuert „rassiséiert“ dierft een net benotzen, well et keng Rasse ginn.“ Jo, selbstverständlech

ginn et keng Rassen ënnert de Mënschen. Mee de Problem ass, déi Leit, déi kruten eng Zouschreiwung, si si „rassiséiert“ ginn. Si krute gesot: „Du bass e Schwarzen, du bass en Asiat, du bass e Judd, du bass en Zigeiner“, an esou weider. Si sinn an eng gewësse Situatioun gedriwwen ginn. An dofir, dat hat eng Konsequenz politesch, ekonomesch a sozial, an et sinn natierlech déi Eischt, déi géint de Rassismus kämpfen.

Ech muss elo ganz schnell maachen. Ech wollt just nach zur Konklusioun kommen. Och wann et formal keng Gesetzer ginn - déi napoleonesch Gesetzer hunn d'Judden emanzipéiert, och hei zu Lëtzebuerg -, heescht dat, datt op eemol den Antisemitismus verschwonne wier hei zu Lëtzebuerg? Bei Wäitem net! Et huet jo nach laang gedauert an et hat duerno souguer nach katastrophal Folgen. Also d'formal Realitéit an duerno déi richteg Realitéit, sozial, politesch, ekonomesch Realitéit, dat ass zweeërlee.

Ech wollt awer nach just soen: Mir mussen eis dekoloniséieren, och an eiser Approche mat Afrika, mat de Fräihandelsvertrëg zum Beispill, déi weiderhin nach ëmmer eng kolonial Approche hunn.

A schlussendlech wollt ech awer nach drun erënneren, well et betrëfft eis all, déi Saach: A senger Korrespondenz mam Abraham Lincoln huet de Karl Marx geschriwwen, hie géif en natierlech ënnerstëtzen a sengem Feldzuch géint d'Sklaverei an e géif nach ënnersträchen, d'Befreiung vun der Sklave wier eng éischt Eppisod fir d'Befreiung vun der ganzer Mënschheet, déi ënnert dem Joch vum Kapital ze leiden hätt.

Dofir, ech mengen, den Haaptmessage ass nach weiderhin deen: Wann ee géint de Rassismus geet, wann ee géint all Form vun Hierarchiséierung geet, wann een och géint all Denkweis geet, déi doranner besteet: „Et ginn Hären an et gi Sklaven, et ginn Décker an et gi Klenger“, dann hu mer nach ëmmer all, déi ganz grouss Majoritéit vun der Bevëlkerung hei op dëser Welt, eppes ze gewinnen!

An ech mengen, den Haaptmessage ass weiderhin deen: Mir wëllen einfach keng Hären. Mir wëllen all fräi Mënsche sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo laang iwwer Rassismus an Diskriminatioun diskutéiert. An ech mengen, datt et nach vill méi dozou ze soe géif ginn. Dofir erlaabt mer, datt ech ganz kuerz och schonn zur Motioun an zur Resolutioun schwätze vun der Kolleeg vum der Majoritéit. Dat sinn zwou gutt Initiativen, déi mir kënnen esou matdroen. Ech deelen awer do och dem David Wagner seng Meinungen, datt et vläicht gutt gewiescht wär, zumindest d'Resolutioun mat gréisstméiglecher Zoustëmmung heibannen zesummenzékriegen. Eventuell léisst sech do jo nach eppes maachen.

Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech och nach zwee Texter deposéieren. Dat eent, dat ass eng Resolutioun, déi u sech fuerdert, d'Fuerderunge vu „Black Lives Matter Lëtzebuerg“ unzekerken. Em wat geet et dobäi? Ma et ass ganz einfach: „Black Lives Matter Lëtzebuerg“ luttéiert fir eng „transformation sociale à travers le changement du traitement et de la perception des personnes subissant des discriminations“. Ech mengen, dat ass eng Fuerderung, där mer eis hei net sollte verschléissen. Dat ass un d'Chamber adresséiert. Dat ass, fir datt mir als Chamber eis do och beswost sinn, wat et heescht, déi Leit ze ënnerstëtzen, déi am Reen, trotz Corona, virun der amerikanescher Ambassade demonstrieren, eebe fir dem George Floyd ze gedenken, mee net nëmmen, mee fir insgesamt op systeemesch Diskriminatioun hinzewiesen.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

- de reconnaître officiellement la légitimité des revendications des manifestants de #blacklifers au Luxembourg.

(s.) Sven Clement.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Dat Zweet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Motioun, déi d'Regierung invitéiere géif, fir en État des lieux ze maachen iwwert d'aktuell Legislatioun am Beräich vun der Antidiskriminéierung. Dat ass mam Zil, datt dësen Debat hei net haut ophält, mee datt mer eeben déi Datebasis hunn. De Paul Galles huet virdrun ugefaange mat de statisteschen Datebasen. Ech mengen, datt mer awer och mussen eng Kéier eis Legislatioun op de Leescht huelen, datt mer musse kucken: Wat hu mer schonn a wou geet et net duer? An dat ass nun emol esou, datt an eiser spezieller Form vum Parlamentarismus, wéi Lëtzebuerg dee leeft, d'Regierung do weess, wéi eng Gesetzer se schonn huet, an der Pipeline huet, a potenziell eis dann och ka weisen, wat do nach an hiren Ae soll verbessert ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le

logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

invite le Gouvernement

- à dresser un état des lieux concernant les politiques antidiscriminatoires dans tous les domaines et à élaborer un plan d'action national contre le racisme qui aborde des domaines tels que l'éducation, le logement, la santé, l'emploi, la police, les services sociaux, le système judiciaire et la participation et la représentation politiques.

(s.) Sven Clement.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- An da profitéieren ech vu menge puer Minuten, déi mer nach bleiwen u Riedezäit, fir awer op een „Eenzelfall“, wéi en et selwer genannt huet, hei zréckzekommen. An ech hoffen, datt den Här Kartheiser wierklech en Eenzelfall ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well esou e Brach hunn ech scho laang net méi héieren hei am héijen Haus!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Als Éischt ënnerstellt e mer Saachen, déi ech net gesot hunn. An, Här Kartheiser, Dir sidd en intelligente Mënsch, a wann Der litt, just fir e politesche Punkt ze maachen, dann ass dat aarm-séileg! Mat kengem Wuert a menger Ried hunn ech gesot, datt iergendwellech Zensur misst kommen. Ech hu mat kengem Wuert gesot, datt iergendee vun deene Commentairen, déi Dir zitëiert hutt - warscheinlech komme se vun Are Wieler -, geläschert muss ginn. Nee, ech hu gesot, mir sollte se net onkommentéiert stoe loosson. Ech hunn un den Zivillcourage vun all den Antirassisten hei zu Lëtzebuerg appelléiert fir ze widdersprieche, fir den Debat net ze scheien, fir eebe grad an den Debat eranzegoe mat Argumenter, fir ze weisen, wou dividéiert gëtt a wou net.

Ech hunn net gesot, mir wélten eng Zensur. A wann den Här Kartheiser dat hei um Podium behaupt, da litt en! A wie litt, dee kann ech net ganz eescht huelen.

(Interruption)

An dat Schliëmmst ass: Mir schwätzen hei zwou Stonnen iwwer Rassismus, an zéng Minuten dovunner schwätzt een, dee sech all eenzelt Argument vun „Ech si kee Rassist, mee ...“ zu eege mécht, fir hei zéng Minuten um Podium ...

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Sven Clement** (Piraten).- An dat ass Meinungsfräiheet, dat ass keng Zensur! Den Här Kartheiser huet dat Recht, fir hei ze soen, hie wär anerer Meinungen wéi d'Majoritéit. Ech sinn heefeg anerer Meinungen wéi d'parlamentaresch Majoritéit. Dat ass e gutt Recht. Mee dann ze mengen, datt ee misst hei am Debat vu Rassismus iwwert d'Zensur schwätzen, déi mat kengem Wuert ugeschwat gouf, während ee gläichzäiteg déi Dausende vun Doudegen, déi duerch Lëtzebuerg am Kongo zustane koumen, denigréiert ... Jo, och dat ass erëm, och dat Wuert „denigréieren“ ass esou iergendwou e bësse rassistes, e bëssen implizit eppes gemeengt, wat explizit net daerf gesot ginn. A genau dat huet den Här Kartheiser hei gemaach. En huet grouss Wieder benotzt, fir an engem Debat déi Kleng nach méi kleng ze schwätzen. En huet grouss Wieder benotzt, fir vun „Eenzelfall“ ze schwätzen.

(Interruption)

Ech si frou, datt den Här Kartheiser heibannen ee vun de weinigen „Eenzelfall“ ass, wann et em déi Attitud geet. Well leider ass Rassismus, an dat hunn déi meescht Riedner heibannen haut wierklech gutt illustréiert, keen Eenzelfall. Et ass keen Eenzelfall, wat Leit, déi net wäiss sinn, reegelméisseg ze héiere kréien. An et ass leider keen Eenzelfall, datt vill ze heefeg Wäisser derniewentstinn a just hir Zéiwespëtze kucken, well se net wëssen, wéi se mat Zivillcourage deem eppes entgéintsetze sollen.

Dorunner muss mer schaffen, datt mer eis all eguerten trauen, de Mond opzemaachen, wann een Haass verspree, de Mond opzemaachen, wann een anerer méi kleng mécht wéi se sinn, de Mond opzemaachen, wann een der Meinung ass, datt een awer gutt Lëtzebuergesch schwätzt fir déi Hautfaarf oder fir dat Erscheinungsbild, wat en huet.

Mir mussen alleguerten de Mond opmaachen, an dofir daerf een esou Deklaratiounen net einfach am Raum stoe loosson. An ëmsou méi schlëmm gi se, wa se op Lige baséieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Minister fir Famili an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prises de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'Éischt gären den Initiature vun dëser Heur d'actualité villmools Merci soen. Ech denken, dass et wichteg ass an dësem Kontext, mee awer och ausserhalb vun dësem Kontext, ëmmer nees iwwert d'Thema Rassismus an Diskriminéierung ze schwätzen, Diskriminéierung am Allgemengen. An ech mengen, dass dat vun deenen allermeeschten de Mëtten hei och esou gemaach ginn ass.

Et ass net, well zu Lëtzebuerg manner Rassismus ass, dass een net soll driwwer schwätzen. Dat war eng Ausso an deem „Kloertext“, deen haut e puermol zitëiert ginn ass. An ech denke mer, wann ee sech diskriminéiert fillt, dann hu mer e Problem mat Diskriminatioun. An da musse mer kucken, dass mer dee Problem an de Grëff kréien.

Rassismus an der Gesellschaft, dat ass ganz sécher e Problem, dee weltwäit existéiert. En existéiert leider och hei zu Lëtzebuerg. An dofir sollt een och reegelméisseg iwwert dës Problematik hei eebe schwätzen.

Mir hunn, dat ass och gesot ginn, hei zu Lëtzebuerg eng oppe Gesellschaft. Mir setzen eis all Dag derfir an, dass dat och esou soll bleiwen. Mee Lëtzebuerg muss och eng inklusiv Gesellschaft sinn, wou et egal ass, wou een hierkënn, egal, wien een ass, egal, wéi eng Relioun een huet, wéi eng Hautfaarf, wéi eng sexuell Orientéierung dass een huet. Dat muss egal sinn. Et soll een op Kompetenz bewäert ginn an net op iergendepes aneschtens.

Lëtzebuerg muss eng Gesellschaft sinn, déi hire Rächtum aus der kultureller Diversitéit erauszitt. An ech zitëieren do elo direkt schonn de Charles Margue, dee gesot huet: „Den Eloge vun der Diversitéit daerf keen Alibi sinn.“ Dat ass richtig! Mir hunn eng diversifiéiert Gesellschaft. Mir sinn alleguerten aneschtens. Dat ass och d'Stäerkt vun eise Land! Mee dat soll awer net den Alibi sinn dofir, dass mer net iwwer Rassismus daerfe schwätzen, dass mer net iwwer Diskriminatioun daerfe schwätzen an dass mer esou maache sollen, wéi wann et dat hei zu Lëtzebuerg net géif ginn.

Inklusioon an Integratioun, geliefte Diversitéit, dat mécht sech leider net vum selwen, an dat gesi mer och all Dag. D'Regierung, déi hält dat Thema natierlech ganz seriö. A mir hunn eis am Koalitionsaccord dozou verflucht, fir e gutt Zesummeliewen an eiser Gesellschaft ze férdere. Mir schaffen dofir zesummen op allen Niweaue vun der Gesellschaft.

Beim Staat zum Beispill hate mer elo dat Gesetz vun der Accessibilitéit, wat de Max Hahn zitëiert huet, wat um Instanzewe ass. Och dat ass géint Diskriminatioun, dat ass d'Gesetz och, fir d'Accessibilitéit eebe fir jiddwereen ze garantéieren. Bei de Gemenge schaffe mer dorun, natierlech. Ech denken do zum Beispill un d'CCCLen (ndlr: CCCI Commission consultative communale d'intégration), déi Integrationskommissiounen, déi deelweis wierklech Formidables leeschten.

Ech denken awer och un d'Veräiner! D'Veräiner, wou d'Integratioun, d'Inklusioon sech am Alldag leeft, wou een net jugéiert gëtt no senger Hautfaarf, wou een néierens sollt iwwerengs jugéiert ginn no senger Hautfaarf, mee no sengem Können an no sengem Matmaachen, a wou vläicht och de Rassismus kann an deem Sënn bekämpft ginn, well ee sech kenne léiert. Ech weess net méi, wien et gesot huet, mee wann een deen anere kenne léiert, dann huet ee schonn e gutt Stéck vun der Debatt hannert sech, well da gesäit een, dass mer alleguerte Mënsche sinn an dass jiddwereen seng Stärkten a seng Schwächen huet.

Den Departement vun der Integratioun am Familljeministère, dee gëtt et elo zënter annerhallwem Joer. Deen ass amgang, nei Impulser ze ginn a sech Moyenen ze ginn, fir eeben déi vill Mesuren aus dem Plan d'action national Integratioun ëmzesetzen. Dobäi baut den Integrationsdepartement op Instrumenter op, déi mer mat vill Erfolleg zënter Laangem och notzen. Ech denken do zum Beispill, an déi ass och schonn ugeschwat ginn, un d'Charte de la diversité Lëtzebuerg oder och nach un d'Diversity Awards.

Et gëtt och en neien Elan an der Zesummenaarbecht mat den Associatiounen a mat de Ge-



mengen. Mee mir wëllen awer do net stoe bleiwen. Mir mussen eis weider Moyene ginn, och Moyenen, fir méi déif gräifend Analysen ze maachen, fir verschidde Phänomene an eiser Gesellschaft ze detektieren, se ze analysieren an dorauer och déi richteg politesch Konsequenzen ze zéien, esou wéi den Yves Cruchten dat gesot huet.

Mir mussen nämlech aus deem Emotionalen erauskommen! Mir mussen d'Diskussion versachlechen. Mir brauche konkret Mesuren, déi een och moosse kann. An dofir brauche mer natierlech och objektiv Donnéeën.

Déi Motioun, déi d'Majoritéitsparteien haut de Mëtteg hei deposéiert hunn, ass, fannen ech, ganz néizlech, well mir mussen onbedéngt méi objektiv Donnéeën eebe kréien, wat d'Diskriminatioun hei am Land ugeet. Déi Motioun confirméiert déi Approche a si gëtt eis, der Regierung, zousätzlechen Elan, fir grad an deem Beräich méi genee hinzekucken a méi cibléiert Äntwerten dann dee Moment och kënnen ze ginn.

Well, jo, Diskriminatiounen existéieren, a mir sollen als Gesellschaft genee kucken, wat d'Ursache vun deenen Diskriminatiounen sinn. A mir sollen och vehement géint déi Diskriminatiounen kämpfen, wa mer wëllen eng oppen an inklusiv Gesellschaft bleiwen.

Ech zitieren de Régis Moes, och nees am „Kloertext“, dee gesot huet: „Dat, wat vläicht nei ass zu Lëtzebuerg, dat ass, dass effektiv déi Betreffte sech elo emol äusseren an op dee Problem hiweisen. Dat heescht, dass et vläicht eng Prise de conscience bei der gesamter Gesellschaft brauch. Et ass eng Verantwortung vun eis all. A mir mussen eebe léieren, dass Saachen, déi mer soen, aner Leit blesséieren. Domat fänkt et schon un.“

Am Plan d'action national d'intégration, do ass d'Lutte géint d'Diskriminatioun en transversaalt Thema, well et betrëfft allméiglech Beräicher. Am Kader vum Appel à projets goufen iwwregens dräi Projeten zréckbehalen a ginn deemno och finanzéiert, Projeten, wou et em d'Bekämpfung vum Rassismus geet.

Dat Éischt - ech soen lech se séier -, dat ass eebe vum Dokumentationscenter iwwert d'Migration humaine. De Projet heescht „A fleur de peau - être de couleur au Luxembourg“. Do geet et drëms, en Istzoustand ze maachen, wéi méi donkelhaiteg Leit am Espace public, zum Beispill an de Medien, an de Reklammen, an de Muséeën, representéiert sinn, dést fir eebe ze verstoen, ob och hei Diskriminatioun sinn.

Den zweete Projet ass en Empowermentatelier „Peanut Project“ vu Lëtzebuerg Up Asbl. Do geet et drëms, verschidde Frae mat ganz ennerschiddlechen Hannergrënn ze ennerstëtzen, wa se sech selbstänneg wëlle maachen.

An deem drëtten Projet, dat ass ee vu respect.lu, „Dialog statt Hass“ heescht deem. Mir gesinn, dass ëmmer méi Hatespeech am Internet gemaach gëtt, notament op de Social Media, déi jo haut och schon ugeschwat gi sinn. Ech soen lech just eng kéier pour info: D'Police huet an deem Kontext 2019 op 50 Dossieren enquêtéiert géint 20 2018. Also, mengen ech, ass et wierklech méi wéi néideg, dass mer och do opklären a géint den Hatespeech virginn.

D'Justizministeresch wäert no mir schwätzen. Mee et stëmmt net, dass een am Internet egal wat daärf schreiwen! Et stëmmt net, dass een am Internet egal wat géint egal wien daärf soen! Dat geet net! Och do hu mer Gesetzer an och dat muss bestrooft ginn, wann ee rassistesch Sätz an den Internet, op Facebook oder op soss Social Media oder op soss Plazen hirschreift.

Mir sollen net vergiessen, dass Diskriminatioun kee Kavaliersdelikt ass. Si gëtt vum Gesetz bestrooft, d'Diskriminatioun. Et ass d'Verantwortung vun eis allequerten, fir fir déi oppen an inklusiv Gesellschaft a géint d'Diskriminatioun ze kämpfen.

Den honorabelen Deputéierte Clement huet et gesot: De Legislateur kann dat net eleng! Nee, jiddweree vun eis muss et, souwuel heibannen, mee och dobaussen, a jiddweree ass mat responsabel dofir, dass mer eng oppe Gesellschaft sinn an dass mer géint Diskriminatiounen kämpfen.

Et ass wichteg, dass d'Affer vun Diskriminatioun och driwwer schwätzen an dass déi Persounen, déi diskriminieren, och bestrooft ginn, souwuel am reelle Liewe wéi och, wa se um Internet diskriminieren. Bestrofen ass awer net eleng d'Leisung. Mir mussen d'Valeur vun enger oppener an inklusiver Gesellschaft no bausen droen. A mir mussen eis fir en harmonesch Zesummeliewen asetzen an eisem Alldag.

Vläicht nach e Wuert dann och zum CET. Ech mengen, souwuel de Paul Galles wéi och anerer hu gesot, dass dee muss gestärkt ginn, de Centre pour l'égalité de traitement. De CET soll d'Plainté géint Diskriminatioun entgéinhuelen,

vun all Diskriminatioun. Fir e Statut ze hu wéi dee vum Ombudsman, gouf de CET eebe vum Chamber rattachéiert. Ech fannen et eng gutt Iddi, dass d'Chamber sech d'Moyene wëllt ginn, fir d'Missioun vum CET ze iwwerdenken an em weider Moyenen eebe zur Verfügung wëllt stellen.

Well och dat ass aus deem „Kloertext“ kloer ginn, an och, wann ee soss mat Leit schwätzt: Wann ee sech diskriminéiert fillt, da weess een dacks net, wou ee sech muss hiwinnen, da weess een net, u wéi eng Instanz ee sech ka wënnen. An ech mengen, do muss de CET gestärkt ginn. An et stëmmt, dass en och der Chamber rattachéiert ginn ass an der Iddi, fir eebe d'nämmlech wéi den Ombudsman och kënnen ze funktionieren als onofhängeg Instanz.

Ech kucken eng kéier séier meng Notten, well et ass vläicht awer eng Saach, op déi ech nach eng kéier ganz kuerz wëll agoen - ech hu mer iwwerluecht, ob ech dat wëllt oder net -, nämlech op dem Här Kartheiser säi Schlusssatz. Fir de Rescht, do sinn ech souwiso net mat em averstanen. Mee wann Der sot, wann Der de RIAL-Déngens (veuillez lire: de RIAL-Rapport) hei weist - Dir hutt jo un dräi Parteien eng Fro gestallt - an Dir schwätzt da vun Antisemitismus, wann ech dosetzen a jiddweree weess, dass ech vu Relioun hier jiddesch sinn, an Dir sot dann: „Grad d'DP misst jo do da reagieren!“ an esou weider, abee, ech fannen, dass dat eng Form vun Diskriminatioun ass!

Villmools merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm Minister, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Villmools merci, Madamm Cahen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kartheiser freet d'Wuert fir Fait personnel.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Här President, ech hu verzicht, op dem Här Clement seng Kommentaren ze äntwerten, well ech ëmmer mengen, dass eng parlamentaresch Debatte e gewëssenen Niveau net sollt ennerschreiden.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dir hutt domadder ugefaangen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mee bei der Madamm Minister ass dat anescht. Si representéiert hei d'Regierung. An dofir ass et wichteg, dass mir als Parlament besonnesch gutt drop oppassen, wat si hei seet.

Si huet awer, souwäit ech dat verstanen hunn, an ech wëll dat kloerstellen, elo an hirer Qualitéit als DP-Parlamentspresidentin zum Schluss geschwat, well si jo och op hir Partei ugespillt huet.

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

Ech mengen, dat war esou.

Da wëll ech soen, dass ass komplett onofhängeg vun Ärer Relioun, Madamm Minister, dass ech dat soen. Ech hunn zu kengem Abléck op lech an Ärer Qualitéit als eng Persoun vu jiddeschem Glawen ugespillt. Dat géif ech hei och net maachen. Dat huet hei iwwerhaupt näischt verluer.

Wat ech awer soen, dass ass, dass d'DP de Minister stellt, dee fir d'Schoul zoustänneg ass, dass ass den Här Claude Meisch. An ech constatéieren, dass dee Comité pour une paix juste au Proche-Orient kann an de Schoulen optrieden, Ausstellungen organiséieren, Rieden halen. An dee Comité pour une paix juste - esou nennt e sech, dat ass diskutabel - konzentréiert sech a senger Aarbecht notament op d'Kritik vun Israel, an zwar op eng Manéier, déi eebe als antisemitesch vum RIAL consideréiert gëtt. Esou hunn ech dee Rapport verstanen.

Derbäi kënn, dass hei e BDS-Kongress vun deenen organiséiert ginn ass, e Seminär, an der Abtei Neumünster viru Kuerzem. An Dir wësst, dass dee Mouvement BDS - Boykott, Desinvestitiounen an esou weider - vum Bundestag, vum Däitsche Bundestag, dat ass jo awer elo net egal wéi eng Institutioun, viru Kuerzem als rassistesch denoncéiert gouf an dass den Däitsche Bundestag mat deenen och net zesummeschafft!

Bei eis ass et awer esou, dass d'Regierung den Här Jean Asselborn als Welcomespeaker vun deem Kongress do hat. An dat ass eigentlech dee Punkt, deen ech wollt opwerfen. Déi Lëtzebuurger Regierung, duerch déi Zesummenaarbecht, duerch déi Ennerstëtzung vun enger Associatioun, déi vum RIAL als antisemitesch, awer op jidde Fall an der Proximitéit dovunner, agestuft gëtt, duerch d'Presenz vun engem Lëtzebuurger Minister op enger Veranstaltung, déi de BDS hei promovéiert, soll sech Froe

stellen, wéi dann hir Astellung zum Antisemitismus ass! A mengen Aen ass dat eng Trennung, déi net kloer erkennbar ass!

An dat ennerscheet eis och als ADR. Dat huet mat lech oder mat Ärer Relioun näischt ze dinn. Et ass eng Fro, wéi déi Lëtzebuurger Regierung sech zum Antisemitismus zu Lëtzebuerg stellt. An do soe mir: „Do ass nach vill ze maachen!“ Déi Trennung ass nach net kloer, notament duerch den Här Meisch an der Schoul an duerch den Här Asselborn, duerch seng Astellung géint iwwer der BDS-Bewegung.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Cahen wëllt dorobber reagieren.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Dann hunn ech vläicht falsch geäntwert gehat, well Dir hat dräi verschidde Parteien dräi verschidde Froe gestallt. Déi heiten ass un d'DP gaangen. Da soen ech lech: Grad d'DP ass eng liberal Partei!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass och net esou evident, Madamm Minister.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Minister. An elo kritt d'Madamm Justizministeresch d'Wuert, d'Madamm Sam Tanson.

► **M. Paul Galles (CSV).** - Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Den Här Galles freet d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Galles huet d'Wuert gefrot.

► **M. Paul Galles (CSV).** - Jo, pardon. Et ass heiansdo schwéier, mech ze gesinn hei hannen am Eck.

(Hilarité)

Ech wollt awer der Madamm Ministeresch, der Madamm Cahen, nach zwou Froe stellen, wann ech daärf. Et ass jo en Theema, wat eis allequerte beschäftegt a wat eis allequerten ëmdreift. Engersäits si mer jo am Fall, dass mer eis allequerten eens sinn, dass mer keng Rassisten wëlle sinn an dass mer kee Rassismus wëllen. Dat ass esou e breede Konsens. Et ass esou schued, wa gewësse Stéchwierder genannt ginn, dass dann déi Stéchwierder géinteneen ausgespillt ginn, dass trotzdeem een deen aneren erëm eng kéier ausgrenzt a senge Meenungen.

An ech géif mer esou vill wënschen, dass mer hei an iwwerall an eiser Gesellschaft op dee Punkt géife kommen, kloer ze ennerscheeden do, wou mer ennerschiddlecher Meinung sinn, an do, wou eng Meinung rassistesch an diskriminatesch gëtt, well do si mer an engem Beräich, deen net méi akzeptabel ass.

Ech hunn elo der Madamm Ministeresch ganz gutt nogelauschert an ech soen hir Merci fir vill Saachen, déi se gesot huet, déi ech ganz interessant fannen. Mee erlaabt mer, lech just zwou Froen ze stellen, déi a Richtung Präzisioun ginn.

Et ass virun de Conseil national pour étrangers genannt ginn. Ech wollt lech froen, ob Dir eis kéint Präzisioun ginn zum Stand elo vun der Reform, déi do geplangt ass, vun där ech och mengen, dass se ganz gutt a ganz néideg wär. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass, Dir hutt deem Appel à projet genannt. Dir hutt elo dräi Projete genannt. Ech wollt froen: Sinn do méi wéi déi dräi Projeten erakomm? Ass do méi Interessi? Wéi ass dat Selektiounsverfahre passéiert? A wéi geet dat och weider an deenen nächste Joren? Well eebe hannendrun déi Fro steet: Wéi staark reagiert d'Zivillgesellschaft op dat Thema Diskriminatioun oder Rassismus? A wéi staark ass d'Engagement vun der Leit an eiser Gesellschaft, fir eppes do ze ennerhuelen?

Merci villmools.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Galles. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Familljeministeresch Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, villmools merci fir déi zwou Froen. Ech géif da mat där éischter ufänken. De CNE, do muss mer leider feststellen, och no deene leschte Wale, dass deen net wierklech esou funktionéiert, wéi e selwer vläicht och wëllt funktionéieren. A mir sinn elo do um Stand, dass mer eng Émfro gemaach hu bei all de Membere vun de Commission d'intégration, vun deene CClen, fir emol vun hinnen ze wëssen, wat deen Engagement

heescht, wéi si d'Integratioun gesinn, d'Representatioun vun der auslännescher Communautéit och zu Lëtzebuerg. A mir sinn amgaangen, déi auszewäerten.

Dofir sinn ech och am Fong ganz frou, ech hat vergiess, dat ze soen, Här Galles, dass mer Enn des Joers nach eng kéier wäerten iwwert d'Integratiounspolitik schwätzen, well bis dohinner wäert ech dann och vill méi Informatiounen hu respektiv warscheinlech och virdu scho mat lech allequerte geschwat hunn an och mat der Zivillgesellschaft fir ze kucken, wéi mer elo, wat de CNE ugeet, wëlle weiderfuere.

Ech wëll dat ganz sécherlech net am Alleingang maachen, mee ech proposéieren, dass mer dat an enger breeder Consultatioun maachen, well et awer wichteg ass. Mir wäerte keng „Chamber bis“ schafen, weeder wëllen nach kënnen, mee et ass awer och wichteg, wa mer vun Integratioun schwätzen a vun Auslänner zu Lëtzebuerg a vu Leit, déi eng duebel Nationalitéit hunn, a vu ganz verschidde Leit mat verschidde Backgrounden, dass mer och kucken, wéi déi Representatioun ka sinn, fir wat de CNE iwwerhaupt wëllt existéieren. Ass dat just, fir vläicht Gesetzer ze aviséieren? Oder soll en do nach eng aner Roll hunn, wat d'Integratioun ugeet hei am Land, oder de Vivre ensemble? Mir schwätzen am Fong léiwer vum „Vivre ensemble“, well wa mer haut héieren hunn, dass mer vill laanschte-nee liewen, dass d'Communautéen awer dacks ganz fir sech sinn, da solle mer méi vu Vivre ensemble schwätzen a mir sollen och kucken, wéi mer dee Vivre ensemble promovéieren kënnen a wéi mer och nach méi zesummewuesse kënnen hei am Land.

Déi zweet Fro: Ech hunn elo déi Lëscht net matbruecht. Ech proposéieren lech, dass ech déi e bësse behandle wéi eng Question parlementaire, wann dat fir lech okay ass. Ech géif lech dat norechen, déi Äntwerten. Ech géif lech alleguer d'Projeten an och, wéi se erausgesicht gi sinn - do war e ganze Jury -, ganz gären norechen, all d'Detailer, fir dass Der genau wësst, wat d'Projeten allequerte sinn, déi zréckbehalen gi sinn, wann dat okay ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cahen. An elo iwwerhëlt dann d'Madamm Justizministeresch Sam Tanson de Relais fir d'Regierung. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, ben, och vu mir aus villmools merci, dass mer déi Diskussioun haut kënn feieren. Ech si mer bewosst, si baséiert op den dramateschen Incidenten, déi mer gesinn hunn an den USA. Et soll ee keen Amalgam maachen. Mee nawell ass et wichteg, sech erëm eng kéier hei dermat ze befaassen an ze iwwerleeën, wéi d'Situatioun hei ass.

A wann ech verschidden Aussoen, oder d'Ausso vum Här Kartheiser, fir en net ze nennen, hei haut héieren, da soen ech mer, dass et och méi wéi néideg ass, dass mer weiderhin doriwuer diskutéieren. Fir op där enger Säit ze soen: „Mir si géint Rassismus!“, an op där anerer Säit eigentlech all déi Texter, déi mer hunn, dee ganz legale Kader ze niieren, da brauch een och net ze behaupten: „Ech si géint Rassismus!“

Ech maache vläicht dann e bësse Pedagogie. Den Här Clement huet virdu bei senger Motioun gesot, mir sollten en État des lieux maache vun de Gesetzentexten, déi mer hunn. Elo hunn ech gesinn, den Text seet e bësse eppes anescht, duerfir ass dat dann okay. Mee mir hunn eng ganz Rei Texter. Déi fannt Der natierlech all op legilux.lu och, Här Clement.

Den Artikel 454 vum Code pénal, deen definéiert d'Diskriminatioun. A verschidde Saache vun deenen, déi Dir elo virdu genannt hutt, Här Kartheiser, déi fale ganz kloer do drënner. « Constitue une discrimination, toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur changement de sexe » et cetera. Dat heescht, wann Dir een net astellt oder em eng Wunneng net gitt wéinst senger Hautfaarf, dann ass dat net de fraie Wille vun enger Sociéité, de fraie Wille vun engem Propriétaire, da sidd Der am Kontext vun enger Diskriminatioun.

(Brouhaha)

Dat Zweet ass ...

Dir kënn herno ganz gären alles soen, wat Der wëllt. Mee ech maache mäi Punkt och fäerdeg.

Dat Zweet ass, d'Madamm Cahen huet et och schonn ugedeit: Den Internet ass glécklecherweis kee rechtsfraie Raum, loin de là! An och -

ech kommen herno nach drop zréck - eis Statistike weise vun de Plainten, déi gemaach ginn, vun de Signalementen, déi gemaach ginn, dass d'Leit och ganz opmierksam sinn, wat do gesot gétt.

Dir hutt en aneren Artikel am Code pénal, de 457-1, dee seet, dass «toute forme de communication par quelque moyen que ce soit qui incite à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, [...] sur base d'au moins un des critères énoncés à l'article 454», deen ech virdru genant hie um Code pénal, do sinn da méi streng Strofe virgesinn.

Dir kënnt net am Internet wéinst enger Hautfaarf, wéinst enger Relioun, wéinst deenen Elementen, déi diskriminatoresch sinn, Saache soen an zum Haass opruffen. Dat geet net. Do si mer net bei der Liberté d'expression, do si mer bei engem Fait pénal.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Voilà! Bon! Dann ass ganz vill geschwat gi vun engem Rapport an deene leschte Méint, deen heescht „Being Black in the EU“, deen explizit an op konzernant Aart a Weis drop hiweist, wéi et op d'mannst fir Schwaarzer och a puncto Gläichheet zu Lëtzebuerg nach ëmmer steet. Et ass och net deen éischte Rapport an deem Sënn, loin de là. Schon zënter hirem zweete Rapport vun 2002 iwwert d'Situatioun vun Rassismus generell zu Lëtzebuerg huet d'ECRI mat Preoccupatioun notéiert, dass et souwuel am Zesammenhang mat Administratiounen wéi och um privaten Niveau ëmmer nees Allegatiounen gëtt vu rassistescher Diskriminatioun, an och Diskriminatioun fondéiert op reliéis Iwwerzeugungen.

Déi Analys ass iwwert d'Jore méi etofféiert an awer dowéinst net manner kritesch ginn. An och wann d'Efforten, fir d'Legislatioun wéi och Organen ze verbessern, notéiert goufen, schéngt se op d'mannst zum Deel net duerzegoen. An d'Associatiounen, déi sech verstärkt och asetzen um Terrain, déi weise regelméisseg dorobber hin.

Et ass e Behuelen an e System, déi de Concernéierten e Stéck Mënschlechkeet huelen, hinne bewosst oder onbewosst d'Méiglechkeet huelen, vun deene selwechte Chancen an der selwechter Liewensqualitéit ze profitéieren wéi hir Matbiirger. An dee System, deen ass esou déif verankert, dass déi Concernéiert sech dacks scho ganz fréi als op d'mannst potenziell viséiert gefillt hunn, quasi vun Ufank un och op d'mannst d'Impressioun kruten, si wiere manner wäert wéi déi vläicht awer iwwerlieft Virstellung vun „Stacklëtzeburger“.

Effektiv hu mer hei keng US-amerikanesch Zoustänn, ee Gléck! Mee et ginn awer och hei Mënschen, déi zwar vläicht net un de Suite vun enger rassistescher Dot stierwen, awer drënner leiden, psychesch, physesch, mee och sozial an ekonomesch. An do muss mer ons weider all d'Moyene ginn, fir dat ze evitéieren. Politesch kann ee streiden, mee d'Rechtsslag ass glaskloer: De Staat kann an der Fro vun Rassismus net neutral sinn. Mir hunn eng Obligatioun, antisassesch ze handelen. Mir hunn eis an deem Sënn verpflichtet.

Rassismus ass eng besonnesch seriö Atteinte un d'Dignitéit vun Mënsch. An des Form vun Diskriminatioun ass a quasi sämtleche Mënscherechtreitsträitë verbueden, als Beispiller natierlech d'Europäesch Mënscherechtkonventioun, d'EU-Mënscherechscharta an natierlech och eisen Artikel 111 vun der Verfassung.

Datt onse rechtliche Kader prinzipiell all Form vun Diskriminatioun verbitt, reflektéiert och eis Legislatioun, déi iwwert d'Jore substanzuell adaptéiert ginn ass, fir kënnen ze sanktionéieren, wann eng Persoun wéinst hirem reellen oder supposéierten Originn den Accès op e Service, eng Aarbecht, e Logement refuséiert kritt.

Souwuel direkt wéi indirekt Diskriminatiounen, fondéiert och op Nationalitéit, Rass, Ethnie, si vun Artikel 1 vum Gesetz vum 28. November 2006 verbueden. Och de Code pénal, ech hunn et virdru schon ernimmt, sanktionéiert a sengen Artikelen 444, 450 Alinea 1, 453, 454 a 457-1 Infrafraktiounen, déi ënner anerem rassistesche motivéiert sinn. Déi Dispositiounen applizéiere sech och op d'Personnes morales. Et sief och nach erwänt, dass den Artikel 444 Paragraph 2 vum Code pénal virgesäit, dass eng Calomnie oder Diffamatioun, déi rassistesche motivéiert wier, méi schwéier sanktionéiert gétt wéi eng gewéinlech Calomnie oder Diffamatioun.

Ons Gerichter féiere Statistike betreffend d'Incitation à la haine raciale. Ech ginn lech där e puer mat - d'Joer vum Urteel ass natierlech net onbedéngt dat vun der Denonciatioun vun der

Geschicht -: Et goufen 2017 28 Plainten an 18 Condamnatiounen, 2018 43 Plainten an 12 Condamnatiounen, 2019 fir d'Incitation à la haine 5 Condamnatiounen an 2020 och bis ewell 5 Condamnatiounen mat, an dat ass déi Zuel, déi ech interessant fannen am Kader vun der Liberté d'expression am Internet, enge 45 Signalementen am virtuelle Beräich.

An da si mer och bei der Problematik dovun, wéi een dergéint virgeet, wann een Affer gétt vun enger rassistescher Diskriminatioun. Net all Mënsch traute sech och hält et fir realistesch, iwwert de Wee vun enger Plainte dergéint virzegoen, dacks och, well ee weess, dass et schwierig ka sinn, fir déi néideg Beweiser virzebréngen oder well ee schon iergendenger Form vu Rassismus oder Ignoranz säitens enger Autoritéit, gefillt op d'mannst emol, ausgesat war.

Déi Analys weist also, dass et duerchaus eng Necessitéit gétt, fir et net just de Betroffenen ze erlaben, direkt eng Plainte bei der Police ze maachen, mee och fir ze kucken, dass aner Entitéit kënnen virgoen. Den Artikel 3 (1) vum Code de procédure pénale erlaabt et Associatiounen, déi vun Justizministère deen néidegen Agreement kruten, géint rassistesche Diskriminatiounen ze kloen. Et sinn och e puer Associatiounen, déi schon dovunner Gebrauch maachen. Des Méiglechkeet soll natierlech net de Staat vu senger Responsabilitéit dedouanéieren, mee e gesäit sech als complémentaire.

D'Fro stellt sech awer och, ob eis aktuell Legislatioun respektiv déi vun Code pénal festgehalen Infrafraktiounen duerginn. D'Fro, mat där d'Servicer am Justizministère sech befaassen, ass, ob et - wéi vun der OSCE 2009 decidéiert an och vun der ECRI ganz spezifesch fir Lëtzebuerg scho gesot gouf - pertinent ass, d'rassistesche Motivatioun zur Circonstance aggravante fir all Droit-commun-Infrafraktioun ze maachen.

Ech sinn der Meenung, dass et eng wichteg Diskussioun ass, där mer eis net solle verschléisen, ganz au contraire. Mee et ass awer och eppes, wat de Problem insgesamt net géif léisen, och dowéinst, well d'Beweislaascht sech kann als gréisseren Obstakel erausstellen.

Et kéint een et an deem Fall och op aner Hypotheesen ausdeenen. D'Fuerderung besteet zum Beispill och fir Infrafraktiounen mat homo- oder transphober Motivatioun. De belsche Code pénal zum Beispill viséiert awer och d'Geschlecht, den Alter an d'Verméigen.

Et gétt och d'Méiglechkeet, just eng Lëscht vun Infrafraktiounen virzugesinn, fir déi d'Circonstance aggravante gëlle géif. Et stellt sech dann natierlech och nach d'Fro, em wéi vill déi Strof konkret soll gehéicht ginn an deene Fäll. Dës ass fir mech e ganz aktuelle Chantier, un deem mer schaffen a wou ech lech wëll an den nächste Méint do konkret Propose maachen. Eis Aarbechten op der Fro vum „hate crime“ brauchen nach ganz e bëssen, well mir brauche virun allem och eppes: Mir brauchen de Retour vun de potenziell Concernéierten, op d'mannst iwwert d'Associatiounen, déi sech engagéieren, se ze verrieden!

Et war am État de crise, wéi Der wësst, net esou evident, all d'Reuniounen an d'Consultatiounen wéi geplangt ze organiséieren. Mee vu dass mer hei definitiv amgaange sinn, eis ënner Wäissen ze froen, ob de Problem vun Rassismus zu Lëtzebuerg reell ass a wéi een en, le cas échéant, kéint léisen, sinn ech awer der fester Iwwerzeugung, dass et ganz wichteg ass, deen Echange ze hu mat deenen Associatiounen, déi sech um Terrain fir des Causen engagéieren an déi och ganz direkt Retourre kréien.

Ech soen lech alleguerter Merci fir Ären Engagement op dese Froen. A mir wäerte garantéiert an den nächste Méint nach d'Geleeënheet kréien, iwwer konkret Textproposen ze diskutéieren.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci der Justizministerin. Den Här Kartheiser hat nach eng Fro.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Nee, Här President, eigentlech keng Fro. D'Madamm Minister war esou kloer, ech huele Parole après ministre!

Här President, éischtens soen ech der Madamm Minister Merci, dass se esou frëndlech war, mer déi Eier ze maachen, mech ze ernimmen an hirem Discours. Ech wëll hir op zwee Punkten äntweren.

Deen éischten ass deen, wou se gesot huet, ech hätt eppes ënnerstallt oder ech hätt eppes gemengt, wat kloer net de Fall war. Wat mir soen als ADR, ass: Mir schreiwen de Proprietären net vir a mir schreiwen de Patrone vun de Firmen net vir, wéi si engagéieren oder wéi si e Bien immobilier wëlle verlounen. Mir iwwerloossen dat deene Leit, well mir den Droit à la

propriété respektéieren a well mer de Risiko vun der Entreprise respektéieren.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Den Droit au racisme och!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Hei ass vun der Madamm Minister eppes anescht an d'Welt gestallt ginn. Dat weise mir zréck.

(**Brouhaha**)

Wësst Der, an dat ass vläicht eppes, wat mer och sollte mol hei diskutéieren, well da brauch ech dat herno net ze maachen, well mer jo ëmmer erëm soen, mir sollten deem Centre pour l'égalité de traitement méi Kompetenz ginn.

Och de Centre pour l'égalité de traitement huet eng Geschicht. An dat, wat do zum Deel proposéiert ginn ass oder diskutéiert ginn ass, dat ass och esou eppes, dat sinn och esou Methoden, déi nennt een „Testing“. Ech weess net, ob jiddwereen heibannen domadder bekannt ass. Den Testing besteet doranner, dass eng Persoun, e Schauspiller u sech, bei Leit geet fir ze kucken, ob en eng Wunneng gelount kritt oder ob en eng Plaz kritt. Dat ass praktesch eng Incitatioun, fir Leit zu engem diskriminéierende Verhale kënnen ze verleeden. Dat si Methoden, ...

(**Brouhaha**)

... dat si Methoden, ...

(**Interruptions**)

... dat si Methoden, déi mir refuséieren! Ech héieren hei schon dohannen: „Wann ee kee Rassist ass, brauch een dat net ze fäerten.“ Nee! Mee e Staat oder eng staatlech Instanz oder eng vun der Chamber, wéi de CET, déi hunn net iergendeen ze engagéieren, fir en aneren ze testen, ob dee wéilt oder net wéilt en Akt maachen, deen deen anere kéint als eng Diskriminatioun interpretéieren.

Deen zweete Punkt, deen d'Madamm Minister genannt huet, ... Wësst Der, jo, ech soen dat nach derbäi, well och an deenen do Froe gétt et en eethesche Standard, an deen hale mir gär bäi.

(**Brouhaha**)

Deen zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, deen och derwärt ass, hei diskutéiert ze ginn: D'Madamm Minister huet hei eng Virlesung gemaach iwwert de Code pénal, Artikel fir Artikel fir Artikel.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Nee, dat waren der zwee, Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Déi Konkusioun, déi mer doraus zéien, ass net nëmmen, dass se hire Code pénal kennt, mee och, dass et eng ganz Rei Dispositiounen an deem Code pénal dozou gétt, an dat ass net onproblematesch.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - A!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Well, ...

► **Plusieurs voix.** - A!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... well - jo! -, et gétt nämlech Grondrechter. Et gétt demokratesch Grondrechter, Verfassungsrechter, mënscherechtlech verbréifte Rechter, ...

(**Brouhaha**)

... an dat ass ënner anerem d'Liberté d'expression, d'Meenungsfräiheet. An dat heiten, wat mir hei diskutéieren, ass net harmlos. Et sinn Aschränkungen zur Meenungsfräiheet. Dat ass gravissime! Dat ass eppes, ...

(**Brouhaha**)

... wat een net soll maachen. An elo ass nämlech interessant: Mat wéi enger Argumenter gétt hei un d'Meenungsfräiheet gaangen? Majo, mat relativ vage Begrëffer - déi vläicht gutt gemengt sinn, dat stellen ech emol net a Fro -, mee ass eppes wéi den Haass eng rechtliche Kategorie?

Mir wëssen alleguer heibannen, dass besonnesch am Droit pénal d'Prezisioun vun der Infrafraktioun eng wichteg rechtsstaatlech Garantie muss sinn. An den Haass ass e Gefill. Wat ass eng Incitation à la haine? Wéini haast een? Dat ass eng gutt Fro. Et ass eng penalistesche Fro. An ech géif déi net hei op den Niveau vun engem politeschen, anekdotische Gespréich reduzéieren.

Et ass eng Grondfro vun eise ganze Penalrecht a vun der Fro, wéi mir eis verfassungsrechtlech garantéiert Grondrechter respektéieren, ob mer wéinst der Beschriewung vun engem Gefill kënnen iwwerhaupt Strofe verhängen.

Ech soen net, a meng Partei huet ni gesot, dass mer solle Rassismus toleréieren. Awer mir soen, wa mer do wëlle Strofe virgesinn, well e flagrante Fall existéiert, da muss dat kompatibel si mat de Grondwäerter, och mat deenen anere Grondwäerter vun eiser Gesellschaft. Soss si mir net méi tre! Soss si mir net méi dat, wat mer

wëlle sinn: Representanté vun enger fräier, demokratescher, staatlecher Struktur. Dat muss mer bleiwen. An och kredibel bleiwen!

An dowéinst sinn all déi do Diskussiounen net harmlos. Net well mer eis wëlte verwieren, géint Rassismus oder grav Diskriminatiounen, zum Beispill géintwuer Behënnerten, anzetrieden. Dat wëlle mer maachen! Awer mir mussen de Wee fannen, dass mer géintwuer eis an eisen Uspréich, eise moralesche rechtlechen an traditionelle rechtlechen Iwwerzeugungengere Kreditabilitéit behalen a virun allem och eis selwer muer nach kënnen soen, dass mir déi Wäerter, fir déi mer gewielt gi sinn, net verroden.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, well et sinn awer zwou Saachen, déi ech nach ëmmer net kann esou am Raum stoe loossen. Dat éischt ass, Här Kartheiser, wann Dir sot am Kader vun enger Rassismusdebat, wou kee Mënsch iergendeppes an deem Sënn gesot huet, dass een net dierft engem Proprietär imposéieren, wien en als Locataire hält, oder engem Employeur, wien en astellt, dann ass et entweder en Hors sujet oder et ass e Fräifaartschäi fir diskriminatoresche Aktiounen. Et ass entweder dat eent oder dat anert.

(**Brouhaha**)

An dat Zweet ass: Dir schwätzt hei vu Grondrechter. Et gétt kee Grondrecht op Rassismus! Dat gétt et net.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kartheiser freet nach eemol d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, ...

(**Brouhaha**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Et ass Parole après ministre. Dir hat virdru scho fënnf Minute voll ausgeschëpft.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ganz kuerz.

► **Une voix.** - Parole après ministre!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Parole après ministre si fënnf Minuten. Ech hätt virdru, vu dass d'Madamm Minister mäin Numm genannt huet, och de Fait personnel kënnen invoquéieren. Mee ech huele mer dat Recht ze äntwerten, well an enger Debatt wéi där hei kann een dat net stoe loossen.

Verschidden Intervenanten an där Debatt, déi mer virdru haten, hunn de Problem opgeworf, dass hei zu Lëtzebuerg eng Diskriminatioun géif dora bestoen, dass verschidde Persounen e besonnesch schwierigen Accès zum Logement hätten. A meng Fro, déi ech du gestallt hunn, ass déi: Wat ass dann Är Äntwert dorobber? Ass et dat, fir de Leit wëlle virzeschreiwen, fir Quoten anzeféieren, zum Beispill? Oder fir de Leit wëlle virzeschreiwen, wien se da solle verlounen? Oder wéi wëllen dann déi Parteien, déi dee Problem opgeworf hunn, dat upaken?

Déi Fro steet am Raum, si ass net beäntwert ginn. An déi Fro, déi sech opdrängt, ass: Sollen da Leit eppes virgeschriwwé kréien? An do soe mir: „Nee!“ An déi aner soen näischt! An do kann ee sech da froen: Wat wëllen dann CSV, déi gréng, LSAP, DP, wat wëlle se da maachen, fir dee Problem unzepaken?

Mir soen, wat mer net wëllen, well déi aner jo anscheinend awer vläicht op dee Wee wëlle goen. An dat wësse mer eeben net. Da sot eis et! Da sot eis, da sollen déi verschidde Parteien opstoen a soen: „Nee! Mir respektéieren d'Recht vun de Proprietären op hir Propriétéit a mir schreiwe kengem vir, wien e soll engagéieren.“ Da si mer wéinstens kloer. Da weess jiddwereen doheem, deen eis elo nokuckt, wou déi eenzel Partei stinn an dass dat do net geschitt. Am Abléck wësse mer et net. Mir wësse just d'Positioun vun der ADR: Mir maachen dat do net!

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Cahen wëllt dorobber reagéieren.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Antidiskriminatiounspolitik, do geet et grad drëms, d'Leit esou opzeklären, dass een een net jugéiert par rapport zu senger Hierkonft oder par rapport zu sengem reliése Glawen, par rapport zu sengem Hautfaarf oder senger sexueller Orientéierung. An der Antidiskriminatiounspolitik geet et grad drëms opzeklären, fir dass d'Leit eeben op d'Fakte jugéieren an net op aner Saachen.

Et ass awer scho komesch, ech muss awer eng Sekonn soen, et ass scho komesch, dass Der sot: „A jo, also mir mussen nees en Opnamexamen aféieren, wou keen Numm op der Kopie



steet, fir Gläichberechtigung ze hunn.“ Ma da muss et och esou sinn, fir eng Aarbechtsplaz oder en Appartement ze sichen. Et deet mer leed, de deux choses l'une. Dir sot eng Kéier dat eent an eng Kéier dat anert!

Mir sinn derfir - ech schwätzen elo mol fir meng Partei, mee ech huelen emol un, dass de Rescht oder déi meescht heibannen dat och esou gesinn -: Et geet net drëms ze soen, wat een däerf, wien een däerf astellen oder wien net. Et geet drëms, de Leit ze soen: Jugéiert d'Leit net par rapport zu hirer Hautfaarf, par rapport zu hirer Relioun, par rapport zu hirem Kappduch, par rapport zu hirer sexueller Orientéierung. Jugéiert se op dat, wat se kënnen, op dat, wat se wëssen, an op dat, wat se kënnen am Betrib schaffen.

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Justizministesch.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Ech kann dat natierlech nëmmen zu 100 % ënnerschreien, wat d'Madamm Cahen grad gesot huet. Mee ech wollt lech awer nach eppes hannendrusoen, an et ass och dowéinst, wou ech lech virdu Lektür ginn hu vun deenen zwee Artikelen aus dem Code pénal - net vum ganze Code pénal. Et ass, Stand haut, wann déi Oplärungsarbecht net fonctionéiert: Et däerf ee keen diskriminéiere wéinst senger Hautfaarf, weeder op der Aarbecht, nach wann et drëms geet, eng Wunneng ze sichen! An dat ass de Message, ...

(Brouhaha)

...deen et wichteg ass ze vermëttelen. An d'Äntwert dorobber ass net, Här Kartheiser, d'Äntwert dorobber ass net: „Et kann ee maachen, wat ee wëllt!“, well mir hu Reegelen an déi si kloer!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo. Also ech fannen dat hei wierklech extrem interessant an ech soen deenen Damme Merci fir hir Interventiounen. An ech si speziell der Madamm Cahen dankbar. Well et ass nämlech ganz interessant fir mech an der Politik hei ze sinn an ausgerechent d'Presidentin vun der Demokratescher Partei soen ze héieren: „Ma da maache mer et d'selwecht mat de Propriétaires a mat de Chefs d'entreprise.“ Dat ass jo eng Clientèle, déi awer dacks der DP relativ no steet. An dann héiere mer hei: „Da maache mer et d'selwecht mat de Wunnengen oder mat den Entreprises, zum Beispill anonymiséiert.“ An da musse schlussendlech déi Propriétaires dann no der Päif danzen, wéi hei d'DP-Partei-presidentin dat gesäit.

Mir soen, déi Leit hunn dat Recht, ze engagieren oder ze verlounen, u wie si wëllen, a si kënnen déi Leit kucken a si kënnen se gesinn a solle sech selwer hir Meenung maachen. Och dat ass Fräiheet. Ech hunn ëmmer méi den Androck, datt d'ADR haut déi Wäerter vertritt, déi fréier d'DP emol eng Kéier vertrueden huet. Mee et ass laang hier!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser.

Motions

Ech mengen, mir kënnen elo zur Diskussioun iwwer d'Motiounes respektiv Resolutiounen kommen. Mir fänke mat de Motiounen un. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Max Hahn deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een dozou eppes soen? Den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Dir hat mech och virdrun net gesinn. Ech hat virdu schonn eng Kéier d'Hand ausgestreckt, well ech wollt awer eppes soen zu engem Saz, deen haut déi eng oder déi aner Kéier a verschiddene Formen hei erëmmen ass. Dee Saz: „Ech si jo kee Rassist“, ...

► **Plusieurs voix.** - ... mee ...

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - An hannert dee Saz: „Ech si jo kee Rassist“, do gehéiert weeder e Mee nach en Awer, mee just e Punkt! A soss glat a guer näischt!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Cruchten. Dann hat d'Wuert gefrot den Här Paul Galles.

Motion 1

► **M. Paul Galles (CSV).** - Merci, Här President. Zur Motioun 1: Mir kënnen déi als CSV ënnerstëtzen. Mir wëllen ënnersträchen, dass et wierklech drëms geet, hei Resultater ze

kréien, mat deene mer kënnen schaffen. Déi Motioun gesäit vir, dass et eng Etüd gëtt, déi fir Enn 2021 da ka presentéiert ginn. Dat fanne mer och gutt. Mir wäere frou, wann där Saach och eng Suite géif gi ginn an dass mer déi kéinten abetten an en Debat, beziungsweis kucken, wéi dann och nach duerno kënnen erëm nei Resultater recenséiert ginn.

Merci villmools.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Andeems ech mech hei zu Wuert mellen, kann ech e klenge Feeler vu virdu réckgängig maachen. Ech hat nämlech vergiess, deenen zwee Merci ze soen, déi déi Aktualitéitsstonn hei op den Ordre du jour gesat hunn, de Sven Clement an de Paul Galles. Iech dofir e grouse Merci.

Zur Motioun da selwer - net dass ech e Rappel à l'ordre vum President kréien, well ech soll dozou schwätzen -, wéi gesot, wat den Här Galles grad ugeschwat huet, dat ass d'Zil heivun. Et sollt drëms goen, dass et net eng Poterstonn - et ware jo zwou Stonnen -, dass et net soll eng Poterstonn herno sinn, mee dass konkret eppes erauskënn. Dofir déi Motioun hei, déi am Numm vun de Koalitionsparteien op den Agenda gesat ginn ass. Ech wier frou, wa mer hei eng breet Zoustëmmung géife kréien, well deem heite soll eng Suite gi ginn. An dofir hu mer och bewosst en Datum dropgesat, well mer gesot hunn: „Mir hätten dat gär bis Enn 2021.“

An natierlech wäerte mer eis dann an der zoustänneger Kommissioun mat där breeder Etüd befaassen: Firwat gëtt et iwwerhaupt Rassismus? Firwat sinn esou Tendenzen? An a wéi enge Fäll geschitt dat? Ech mengen, et gëtt ganz, ganz vill Froen. An et ass dat, wat d'Motioun hei fuerdert. Ech géif mech freeën, wa mer hei eng breet Ennerstëtzung fir des Motioun géife kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Här Hahn. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir wäerten des Motioun och matdroen. Et ass wichteg, esou eng Etüd ze maachen. Et ass och wichteg, datt een déi Betraffe matabezitt bei der Elaboratioun duerno vun deser Etüd. Et gëtt jo schonn eng Partie Associatiounen - ech ziele se elo net op, et gëtt der vill, déi méi oder wéineger institutionell sinn -, mee och vu Leit, déi selwer betraff si vum Rassismus an déi en och verstinn an erliewen. Cacci étant dit, wäerte mer dat mat ënnerstëtzen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Kënnen mer elo zum Vott vun där Motioun kommen? Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Vote sur la motion 1

Da kënnen mer à main levée ofstëmme. Wie mat deser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kënnen mer zur Motioun Nummer 2 kommen, déi vun der Sensibilité politique Piraten deposéiert ginn ass. Ass do nach eng Wuertmeldung do?

Den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et war e bësse schnell gaangen. Merci, Här President. Jo, ech mengen, mir schwätzen elo vun der Motioun natierlech, net vun der Resolution? Okay, vun der Motioun.

(Interruptions)

Vun der Motioun vun de Piraten, voilà.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Vun der Motioun.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech mengen, mir ënnerstëtzen natierlech och déi Motioun vun de Piraten. Et ass wichteg, datt déi Referenz gemaach gëtt op dat, wat virdu geschitt ass. An et geet jo och an déi Richtung u sech, déi mer elo grad diskutéiert hunn.

Et ass immens wichteg, justement déi verschidde Punkte mateneen opzezielen. De Problem vum Rassismus ass jo och e soziale Problem, e Problem vu Besëtztum. Ech mengen, et ass evident, dat gesäit jiddereen: Wien d'Inte-

resse vun de grouse Besëtzer verteidegt, verteidegt ganz oft och d'Interesse vun deenen, déi mengen, si missten d'Recht hunn, rassistesch Aussoen ze maachen, wéi dat bei der ADR ass. Dat illustriert et op eng perfekt Aart a Weis.

Mir wäerten dat matdroen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëllt drop hiweisen, dass déi Motioun jo aus zwee Volete besteet. Dat eent ass, den État des lieux ze maachen, wou d'Madamm Minister jo gutt erkläert huet, dass mer eigentlech de Legilux hunn, wou all Gesetzer drastinn, déi d'Diskriminatioun verbidde respektiv penaliséieren. Duerfir gesi mer elo net an, wéisou mer dat elo nach sollen hei der Regierung als Aufgab ginn. Mir hunn de Legilux. Do si mer net esou derfir a leenen dee Violet of.

Deen anere Volete besteet jo aus dem Plan d'action national, wat dat rejoignéiert, wat mer och an eiser eegener Motioun fuerderen. Wann d'Piraten elo der Meenung sinn, dass se eis Motioun kéinte mat dem zweete Volete verschmelzen, huele mer deen un. Awer dann den éischte Volete strächen, well dat fir eis iwwerflësseg ass.

Ech mengen, wann Der bereet wäert, just deen éischte Volete erauszehuelen, vu dass mer jo längst de Legilux hunn, dee jiddweree ka consultéieren, ech mengen, do si mer all grouss an al genuch, fir eis do selwer eranzeknéien.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, merci, Här President. Ech mierken, datt den „état des lieux concernant les politiques antidiscriminatoires“ viächt e bësse falsch verstane gouf, och well ech virdrun dat e bësse kuerz duergestallt hunn, d'Zäit ass mer fortgelaf, als Inventaire vun de Gesetzer, déi et gëtt op deem Plang. Et geet och drëm, wéi eng Politik géint Diskriminatioun gemaach gëtt.

Wann ech awer mierken, datt et eng Majoritéit sollt ginn, fir déi Motioun hei unzehuelen, andeem mer deen éischten Deelsaz strächen, da maachen ech dat am Interêt vun deem zweeten Deelsaz, datt mer e Plan d'action national contre le racisme kréien. Ech mengen, domadder wär schonn e ganz groussen éischte Schrëtt gemaach. An dofir kann ech deen éischte Saz gare strächen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Kartheiser freet nach d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech weess elo net, wat elo déi lescht Version soll sinn a wat deen éischten Deel oder den zweeten Deel dann elo konkret sollte sinn. Awer esou, wéi déi Motioun hei am Abléck dosteet, stëmme mir se net mat. An d'Ursaache si ganz einfach: Hei gëtt vun engem „racisme structurel“ zu Lëtzebuerg geschwat. Mir soen, dee gëtt et net!

Dat Zweet ass: Et gëtt vun der „sous-représentation“ geschwat. Mir si géint Quoten. Mir wëllen also och keng Quoten no Rassen oder eethnische Gruppen, wéi et hei heescht. Woubäi ech och muss soen, wann ech dem Här Clement virdu gutt nogelauschert hat, huet en e Plädoyer gehale géint de Begrëff Rass. Hei fanne mer en erëm a senger eegener Motioun, mat de „groupes raciaux et ethniques“. Ech weess elo net genau, wat d'Positioun vun de Piraten ass. Et ass och wierklech egal!

Den zweete Punkt ass, am „invite le Gouvernement“, do gëtt esou e Generalverdacht opgestallt. „Mir brauchen“, soen d'Piraten, „e plan d'action national contre le racisme“, zum Beispill bei der Police an esou weider. Dat brauche mer net, well mir hu keen allgemenge Problem vu Rassismus hei am Land! Do, wou en optrëtt, solle mer eis dergéint stellen, awer mir sollen net eng ganz Gesellschaft ënner Generalverdacht stellen, wéi dat hei probéiert gëtt! Dat hei ass fir eis net akzeptabel.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da ginn ech d'Wuert un den Här Paul Galles.

► **M. Paul Galles (CSV).** - Merci, Här President. Dës Motioun fënnit eis Ennerstëtzung. An zwar aus deem einfache Grond, dass mer mengen, dass hei kee Generalverdacht dran ass. Mee mir stelle fest, dass, wann et esou wär, dass strukturellen oder individuelle Rassismus bestinn, dat och muss opgeléicht a gesi ginn. A wann een elo direkt vun engem Generalverdacht schwätzt, da geet een dervun aus, datt dat och ni kéint de Fall sinn. A beim strukturelle Rassismus sinn ech perséinlech mer och net ganz sécher, ob et net awer Strukture gëtt, déi genau dat do erëm pigelen.

A mir als CSV sinn net der Meenung, dass bei der Police e strukturelle Rassismus besteet, guer net. An trotzdem muss een och an all deenen Domänen einfach kënnen kucken, ob et net d'Gefor gëtt, dass eppes géif geschéien. Dofir fënnit des Motioun eis Ennerstëtzung.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Jo, ech gesinn déi hei Motioun éischter als klengen Zousaz par rapport zu där Motioun, déi mer elo virdu gestëmmt hunn, mat natierlech deem Ofstréch, deen d'Madamm Lorsché hei ugekënnegt huet oder gefrot huet, wou den Här Clement jo och frëndlecherweis gesot huet: „Da kéinte mer dorop verzichten“, Soudass een dat kann ënnerstëtzen.

Ech verweisen awer dorop, dass déi Etüd, déi mer virdrun hei mat esou breeder Majoritéit gestëmmt hunn, essenziell ass, fir an deem Dossier hei virunzekommen, ier mer heihinner kënnen goen. Dat heescht, dat sollt ee schonn zäitversat gesinn. Mee ech sinn awer absolutt averstanen, dass, wa mer bis konkret Zuelen um Dësch hunn, mer eis dann heroiber kënnen fixéieren, soudass ech dann och géif eiser Fraktioun recommandéieren, déi heite Motioun dann ofgeännert matzestëmme, wéi gesot mat deene Remarken, déi ech grad genannt hunn.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ;

- vu la déclaration et le programme d'action de Durban de 2002 et leur suivi, ainsi que le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

- vu le rapport 2020 sur les droits fondamentaux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

- considérant que le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-Américain âgé de 46 ans et non armé, a été arrêté au motif qu'il aurait utilisé un faux billet et tué à Minneapolis (Minnesota) par un policier blanc qui l'a asphyxié en exerçant une pression du genou contre son cou pendant 8 minutes et 46 secondes; que George Floyd a répété à plusieurs reprises qu'il n'arrivait pas à respirer ;

- considérant que la mort de George Floyd a donné lieu à des manifestations et à des protestations de masse contre le racisme dans l'ensemble des États-Unis et du monde ;

- considérant que le racisme sévit dans le monde entier et que les attitudes racistes et xénophobes persistent ;

- considérant que le racisme structurel se reflète également dans les inégalités socio-économiques et la pauvreté, et que ces facteurs interagissent et se renforcent mutuellement; que ce phénomène est particulièrement visible sur le marché du travail, où la plupart des travailleurs précaires sont des personnes de couleur, mais également dans le logement et l'éducation; que les actions en faveur de l'égalité et contre le racisme structurel doivent aller de pair et être menées de manière systématique ;

- considérant que le Luxembourg doit prendre des mesures concrètes pour lutter contre le racisme structurel, la discrimination et la sous-représentation des groupes raciaux et ethniques minoritaires au sein de ses structures ;

- réaffirme le rôle crucial de l'éducation dans la mise en échec des préjugés et des stéréotypes, dans la promotion de la tolérance, de la compréhension et de la diversité, et souligne que l'éducation est un outil essentiel pour mettre fin à la discrimination et au racisme structurels dans nos sociétés,

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan d'action national contre le racisme qui aborde des domaines tels que l'éducation, le logement, la santé, l'emploi, la police, les services sociaux, le système judiciaire et la participation et la représentation politiques.

(s.) Sven Clement.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, da kënnen mer zum Vott komme vun där ofgeännerten Motioun Nummer 2. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

Vote sur la motion 2 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.



Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechge-lift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Résolution 1

Da kéime mer zur Resoloutioun Nummer 1, déi vum Här Max Hahn deposiert ass ginn.

Ass do nach eng Wuertmeldung do? Den Här Kartheiser, wannechge-lift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Jo, Här President, ech soen lech Merci. Ech wollt lech soen, datt mer dës Resoloutioun och net wäerte matstëmme als ADR. An zwar gëtt et hei e puer Punkten, déi eis wierklech interpelléieren.

Deen éischten ass: Hei gëtt erëm gefuerdert, dem Centre pour l'égalité de traitement méi Kompetenzen ze ginn, ouni datt hei spezifizéiert gëtt, wéi eng Kompetenzen. Gewéinlech gëtt domadder gemengt, datt de CET och soll kënne viru Gericht goen. A wat mir fäerten an deem Kontext ass, datt eis Justiz ëmmer méi instrumentaliséiert gëtt, fir gesellschaftspolitesch Ziler duerchzusetzen. Dat ass awer net Sënn an Zweck vum Justizsystem. A mir solle kucken, datt mer d'Justiz net politiséieren. An dat hei kann e Schrëtt an déi Richtung ginn.

Dat Zweet, wat mer wierklech och net akzeptéieren, och wéinst de Mataarbechter an eisem Parlament net, an och net wéinst den Deputéierten, datt ass, datt mir elo solle Formatiounen offréiert kréie fir ze mieren: Wou kënnen Diskriminatiounen sinn? Dat ass a mengen Aen ...

► **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Verschiddener hätten dat awer néideg!

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- ... a mengen Aen ... Ech gesinn, datt heibanne vläicht eenzel Leit sech op esou Formatiounen géife freeën, awer ech soen lech, wat ech driwwer denken: Et ass eng Frechheet géintiwuer den Deputéierte fir ze mengen, datt mir net kapabel wäeren, Diskriminatiounen ze erkennen ouni esou eng Formatioun! An et ass genauou eng Frechheet géintiwuer de Mataarbechter an der Administration parlementaire. Fir eis kënn dat do net a Fro.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Kartheiser. Den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Jo, merci. Mir wäerten dës Resoloutioun matdroen, selbstverständlech. Ech sinn elo amgaangen ze verstoen, firwat d'ADR e Problem domadder huet, datt een ...

► **M. Marc Goergen (Piraten)**.- Dat ass onméiglech!

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- ... net soll därfer rassisteschen Aussoe maachen. Dat huet warscheinlech domadder ze dinn, datt an dräi Joer Wale sinn a si schaffe warscheinlech geschwënn un hirem Walprogramm. Wa se do-rober musse verzichten, da besteet hire Walprogramm nach just aus enger Säit.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Wagner. Dann hat den Här Paul Galles d'Wuert gefrot.

► **M. Paul Galles (CSV)**.- Merci, Här President. Mir wäerten dës Resoloutioun och matdroen. Mir wëllen awer nach eng Kéier betounen, dass mer urspringlech eng Iddi haten, déi nach méi wäit gaangen ass. Ënner dësen Emstänn kënne mer awer dës Resoloutioun elo mat ënnerstëtzen, well si féiert schonn zu engem Schrëtt, dee mer ganz wichteg fannen: dass de CET gestärkt gëtt. A si ass och oppe genuch gehalen, fir dat kënnen inhaltlech ze fëllen.

An ech muss soen, ech probéieren, genuch Demut ze halen, fir kënnen ze soen: Ech freeë mech op esou eng Formatioun, well hoffentlech kann ech do nach eppes léieren.

Merci.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Galles. An dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Merci, Här President. Och vu menger Säit kënne mer déi Resoloutioun matdroen. Ech hu se elo nach zweemol gelies, nodeems den Här Kartheiser hei gemengt huet, de CET géif elo op d'Gericht goen. Bon. Et muss een da ganz vill zwëschen den Zeile liesen, fir op déi Iddi ze kommen. Ech wëll him elo net nach eng Kéier ënnerstellen, wat ech him virdu riicht an d'Gesicht gesot hunn.

Ech verstinn net, wéi ee kann dergéint sinn, eng fräiwëlleg Formatioun offréiert ze kréien. Déi Discoursen, déi haut während deene leschten zwou Stonne vun der ADR gehale goufen, sinn de Beweis, datt et jiddwerengem vun eis géif guttduen, heiansdo mol eng Kéier sech mat Prejugéen ausermeenzesetzen ...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Eng Frechheet, dat do ...

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- ... a sech ze informéieren an esou eng Offer unzehuelen.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här ...

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- An, Här President, ech géif lech bieden, ech hat d'Wuert an net d'Kollege vun der ADR!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Clement. Den Här Hahn huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Max Hahn (DP)**.- Jo, ech mengen, ech kann am Numm vun den dräi Regierungsfaktiounen heibanne schwätzen. Merci fir dann déi breet Zoustëmmung hei zu dëser Resoloutioun, iwwert déi mer eis freeën. Wéi gesot, déi Formatiounen si jo natierlech fakultatív.

An op där anerer Säit geet et drëms, de CET ze stäerken, ech hat dat virdu schonn a menger Interventioun gesot, fir en eebe grad och an Entscheidungsprozesser, déi d'Chancéglicheit betreffen, nach méi kënne matanzebanne wéi dat haut de Fall ass. An ech mengen, dass de CET, oder mir mengen zesummen, dass de CET tatsäcchlech e ganz, ganz wichtegt Schléselement an där ganzer Debatt hei ka sinn.

Dofir soen ech lech alleguerte villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Hahn. Ech mengen, da kënne mer zum Vott kommen.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme.

Deen, deen e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechge-lift.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Resoloutioun mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Résolution 2

Da kéime mer zum Vote iwwert d'Resoloutioun Nummer 2, déi vun der Sensibilité politique Piraten deposiert ginn ass. An ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Jo, merci, Här President. No Récksprooch mat de Kollege vu relativ all de Parteien, wann net allen, géif ech proposéieren, datt mer déi Resoloutioun an eng Kommissioun verweisen, wann dat géif d'Zoustëmmung vun de Kollege fannen, well dat géif et erméiglechen, virun allem den Invite nach ze preziséieren, fir esou all Ambiguitéiten aus dem Wee ze raumen.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Clement.

Vote sur le renvoi en commission de la résolution 2

Wien domadder d'accord ass, fir déi Resoloutioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechge-lift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resoloutioun eestëmmeg an d'Kommissioun verweisen.

(La résolution n° 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

3. 7216B - Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

A mir kënnen direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtte kommen, dem Projet de loi 7216B, enger Transpositioun vun enger europäescher Direktiv, déi d'Benotze vum Finanzsystem, fir Geld ze wäschen oder den Terrorismus ze finanzéieren, verhënnert. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur gi vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur**.- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, Här Finanzminister, bei deemem Gesetzesprojet handelt et sech éischer em en ondigsten, jo, séier technesche Sujet. Einfach gesot: Et geet hei em d'Schafe vun engem Regëster vun de Fiducien an den Trusten.

Wat ass dat genee? Fiducië sinn Operatiounen, bei deenen e Patrimoine zäitweileng un eng Drëttersperson iwwerdree gëtt, eng Fiduciare, déi d'Mandat krit, fir dës Verméigen ze verwalten. Dës Operatiounen sinn och nach ënner „Treichandgesellschaften“ bekannt. Truste sinn am Fong näischt anescht wéi Fiducien, déi iwwer angelsächsegt Recht gereegelt sinn.

De Gesetzesprojet 7216B reit sech an an eis Eforte vum Kampf géint d'Geldwäscherei, wéi de President elo just gesot huet, respektiv an de Kader vun eiser Lutte géint d'Finanzéierung vum Terrorismus.

Et handelt sech heibäi em e Projet, deen eng speziell parlamentaresch Dossiersnummer huet. Dat ass lech vläicht - fir déi, déi nach heibanne sinn - direkt opgefoll. En huet nämlech, wéi all eis Projets de loi, eng véierstellig Zuel, mee déi gëtt an deemem Fall vum Buschtaf B suiwiéiert. De Grond dofir ass, datt mir am Ufank e Projet uni-

que haten, den 7216, deen den Artikel 31 vun der Direktiv 2015/849 iwwert d'Lutte géint d'Geldwäsch a géint d'Terrorfinanzéierung ëmsetze sollt. Dese Gesetzesprojet gouf awer aus Ursaache vun Delaien an zwee gespléckt.

Fir e wichtige Volet vum genannten Artikel zurzäit an nationaalt Recht ëmsetzen ze kënnen, hu mir virun zwee Joer, am Joer 2018, de Gesetzesprojet 7216A uegheoll.

Bei där deelweiser Transpositioun vum Artikel 31 vun der Direktiv vun 2015 ass et, kuerz resuméiert, drëms gaange fir festzeleeën, wéi eng Informatiounen d'Fiduciare vun hire Clientë froe mussen, a fir méi genau ze sinn, et gong drëms, fir Informatiounen ze kréie betreffend de Bénéficiaire effectif, also wiem in fine d'Sue gehéieren oder wie Sue kritt.

Dat Gesetz gesäit och vir, datt déi verschidden zoustänneg Kontrollautoritéiten iwwert déi néideg Pouvoire verfüegen, fir hiren Aufgaben a Verpflichtungen am Beräich vun der Preventioun vu Geldwäsch an Terrorfinanzéierung nozekommen. Si sollen den Accès zu den néidegen Informatiounen vun de Fiduciare respektiv dem Bénéficiaire effectif vun de Fiducië kréien.

Wat den zweete Volet vum urspringleche Gesetz betrëfft, wou et em de „Registre des fiduciaires et des trusts“ geet, hu mir bis dëst Joer mat der Transpositioun, mat der Ëmsetzung an nationaalt Recht also, Zäit gehat. Dësen zoutsätzleche Sputt ass doduerch ze erklären, datt am Joer 2018 eng nei Antiblanchimentdirektiv zu Bréissel gestëmmt ginn ass, déi substanzuell Annerunge fir de Registre des fiduciaires et des trusts virgesinn huet.

A genau dëse Volet setze mer elo, ënner anere, mat deemem Gesetzesprojet an nationaalt Recht em. Ech soen „ënner anere“, well mir och Dispositiounen vum Gesetz vun 2018 mat eriwuerhuelen, fir um Enn net zwee Gesetze zu deemem Sujet ze hunn. D'Gesetz vun 2018 wäert doduerch abrogéiert ginn. Zu den Dispositiounen, déi am Gesetz vun 2018 festgehale goufen, gi bei deemem Projet de loi e puer Adjustementer gemaach, fir an Aklang mat der Direktiv vun 2018 ze sinn.

Mir limitéieren eis heibäi awer net nëmmen dorop, fir d'EU-Legislatioun ëmzesetzen, mee de Projet de loi huet och d'GAFI-Recommendatioun Nummer 25 iwwert d'Transparenz an d'Bénéficiaires effectifs vun de juristesche Konstruktioneen agebaut. D'Zil heivunner ass et, fir déi strengste Reegelen unzewenden a soumat de Ruff vun eiser Lëtzebuerger Finanzplaz weider ze stäerken.

Komme mer elo awer bei den Inhalt vun deemem Gesetzesprojet. Wéi scho gesot, setzt en d'Obligatioun fir d'Fiduciaren an d'Truste fest, wat d'Informatiounen betrëfft, déi iwwert d'Bénéficiaires effectifs gesammelt a gespäichert mussen ginn. Wéi ginn dës Informatiounen ofgespäichert? Dese Gesetzesprojet gesäit vir, datt e Registre des fiduciaires et des trusts bei der Enregistrementverwaltung agefouert gëtt, an deem d'Fiduciaren an d'„Trusteeën“, wéi dat esou schéin heescht, d'Informatiounen androe mussen.

Wichtig ze bemerken ass, datt hei opgepasst ginn ass, datt den Accès, den Zougang also op dese Regëster streng gereegelt ass. D'Autorités nationales an d'Organismes d'autorégulation kënnen nëmmen op dese Regëster zréckgräfen, wann dat an hirer respektiver Iwwerwachungsmissioun am Kader vum Kampf géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung néideg ass. Fir Professioneller ass den Zougang nëmmen dann erlaabt, wann dëst am Kader vun der sougenannter „application des mesures de vigilance“ géintiwuer hire Clientë stattfënt.

Ze notéieren ass och, datt verschidden Informatiounen aus dem Regëster fir d'Personnes physiques et morales gekuckt kënne ginn, wa se en Intérêt légitime am Kontext vun der Lutte géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung bewiese kënnen. Den Direkter vum Enregistrement oder säin Delegéierte kann dann decidéieren, ob eng Persoun en Intérêt légitime huet oder awer och net. Ech wäert duerno nach eng Kéier op dës Prozedur a besonnesch d'Recoursméiglechkeeten zréckkommen, vu datt et hei wéinst e puer Echagé mam Staatsrot gouf. Selbstverständlech sinn an deemem Gesetzesprojet och Strofe virgesinn, falls d'Spilleegele vun den Acteuren net agehale ginn.

E leschte Volet vum Gesetzesprojet dréit em déi national an international Kooperatioun tëscht den Autoritéiten. Um nationalen Niveau sollen d'Cellule de renseignement financier, d'Autorités de contrôle an d'Organismes d'autorégulation enk zesummeschaffen an Informatiounen austausche kënnen, déi an hire respektive Missiounen an der Lutte géint de Blanchiment an d'Terrorfinanzéierung néideg sinn. D'Autorités de contrôle kréien och d'Befugnis, fir mat hiren auslänneschen Homologen ze kooperéieren.

Wat déi europäesch Zesummenaarbecht ubelaangt, setzt dese Gesetzesprojet de Kader, fir